

TROISIEME CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR
LES PAYS LES MOINS AVANCES

Bruxelles, 14-20 Mai 2001

Mémoire présenté

par

LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO

NOTE

Les vues exprimées dans ce Programme d'Action sont celles du Gouvernement qui l'a présenté. Le document est reproduit sous la forme et dans la langue dans lesquelles il a été reçu. Les appellations employées dans le document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Troisième conférence des Nations - Unies sur les Pays les Moins Avancés

Bruxelles, 13-20 Mai 2001

Exposé du Gouvernement du Burkina Faso

**PROGRAMME D'ACTION POUR LE
DEVELOPPEMENT
DU BURKINA FASO (2001 - 2010)**

SIGLES ET ABREVIATIONS

- APD : Aide publique au développement
- BCG: Bacille de Calmette et Guérin
- CAS : Stratégie d'assistance de pays de la Banque mondiale
- CAD: Comité d'aide au développement
- CBC : Conseil burkinabè des chargeurs
- CCIA : Chambre de commerce d'industrie et d'artisanat
- CDMT : Cadre de dépenses à moyen terme
- CEDEAO : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest
- CILSS : Comité permanent inter Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
- CSLP : Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
- CM2 : Cours moyen deuxième année
- CNP : Comité national préparatoire
- CNLS : Comité national de lutte contre le sida
- COGES: Comité de gestion de la santé
- CSPS : Centre de santé et de promotion sociale
- CTLS : Comité technique de lutte contre le SIDA
- DOS : Document d'orientations stratégiques
- DTCP3: Vaccin anti diphtérie – tétanos – coqueluche – poliomyélite type 3
- EU : Etats Unis d'Amérique
- FAARF: Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes
- FASR : Facilité d'ajustement structurel renforcée
- FCFA : Franc de la communauté financière africaine
- FESPACO : Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou
- FMI : Fonds monétaire international
- HIMO: Haute intensité de main – d'œuvre
- IDA : Agence internationale de développement
- IEC: Information – Education – Communication
- IED : Investissement étranger direct
- IPC : Initiative privée communautaire
- IST: Infections sexuellement transmissibles
- MASF: Ministère de l'action sociale et de la famille
- MEE: Ministère de l'environnement et de l'eau
- MEG: Médicaments essentiels génériques
- MS: Ministère de la Santé
- OBC : Organisation à base communautaire
- OHADA : Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
- OMS : Organisation mondiale de la santé
- ONAC : Office national du commerce extérieur
- ONG : Organisation non gouvernementale
- ONUSIDA : Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
- OUA : Organisation de l'unité africaine
- PANERP : Plan d'action national pour des emplois aptes à réduire la pauvreté
- PAP : Programme d'action en matière de population
- PAS : Programme d'ajustement structurel
- PASA : Programme d'ajustement du secteur agricole
- PECIME: Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant
- PEV: Programme élargi de vaccination
- PIB : Produit intérieur brut
- PMA : Pays les moins avancés
- PME : Petites et moyennes entreprises
- PMI: Petites et moyennes industries
- PNB : Produit national brut

PNBG : Plan national de bonne gouvernance
PNLS : Programme national de lutte contre le SIDA
PNP : Politique nationale de la population
PNUD: Programme des Nations Unies pour le développement
PPLS : Projet population et lutte contre le SIDA
PPTE : Pays pauvres très endettés
PRECAGEME : Projet de renforcement des capacités en gestion minière et de l'environnement
PSN : Programme santé et nutrition
RCD: Rapport sur la coopération pour le développement
RP: Recettes propres
SDI : Stratégie de développement industriel
SSE: Services sociaux essentiels
SIDA : Syndrome immunodéficience acquise
SIAO : Salon international de l'artisanat de Ouagadougou
UEMOA : Union économique et monétaire ouest africaine
VIH : Virus de l'immunodéficience humaine

SOMMAIRE

	Pages
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	v
INTRODUCTION.....	1
I - ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DANS LES ANNEES 90.....	2
1.1. Analyse de la situation économique et sociale dans les années 90.....	2
1.1.1. Données générales.....	2
1.1.2. Situation socio-économique pendant les années 90.....	2
1.2. Atouts et contraintes de développement.....	8
1.2.1. Atouts de développement.....	8
1.2.2. Contraintes de développement.....	9
II. MESURES INTERNATIONALES PRISES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE LA DECENNIE 90.....	12
2.1. L'effet des mesures au niveau des PMA.....	12
2.2. L'effet des mesures au niveau du Burkina Faso.....	12
2.2.1. L'initiative 20/20.....	12
2.2.2. L'Aide Publique au Développement.....	14
2.2.3. La nouvelle conditionnalité de l'aide au développement.....	16
2.2.4. La dette extérieure.....	16
2.2.5. l'Investissement Etranger Direct.....	18
2.2.6. l'Initiative pour les pays pauvres très endettés.....	18
III – LE PROGRAMME D’ACTION 2001-2010.....	20
3.1. Eléments de base du programme d'action 2001-2010.....	20
3.1.1. Vision de développement du Burkina Faso.....	20
3.1.2. Contenu du programme d'action national 2001-2010.....	21
3.1.2.1. Politiques macro-économiques et réformes structurelles.....	24
3.1.2.2. Politiques et réformes sectorielles.....	25
i) Agriculture – Elevage et Gestion des ressources naturelles.....	25
ii) Mines et Industrie.....	30
iii) Infrastructures économiques.....	33
IV) Population et Développement des ressources humaines.....	34
3.2. Chiffrage et financement du programme d'action 201-2010.....	36
3.3. Collaboration avec les partenaires au développement.....	37
3.4. Evaluation et suivi du programme d'action 2001-2010.....	37
3.5. Défis et risques majeurs.....	38

INTRODUCTION

Le présent programme d'action pour le développement du Burkina Faso (2001-2010) fait suite, à la décision de l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1997, de convoquer la troisième conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés (PMA), au regard des résultats très insatisfaisants enregistrés dans la mise en œuvre des programmes d'action pour les années 80 et 90. En effet, on a noté, entre autres, avec préoccupation la persistance de la pauvreté dans ces pays (45,3% de la population burkinabé vivait en – dessous du seuil de pauvreté en 1998) et leur marginalisation au commerce mondial.

C'est pourquoi, la Conférence a invité chaque Etat membre des PMA à engager des activités préparatoires en organisant des consultations nationales pour examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme d'action pour les années 90 et d'autres questions de fond, en vue de proposer un programme d'action national réaliste et flexible pour la période 2001-2010.

Dans cette perspective, le programme d'action initié par le Gouvernement burkinabé est une stratégie intégrée de développement et un cadre de mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des stratégies de développement pour la période 2001-2010. De ce fait, il s'appuie sur un travail d'analyse et de discussions participatives sur les obstacles à une accélération durable de la croissance ; il présente les orientations et réformes retenues notamment dans le domaine administratif ; il est axé sur les domaines critiques pour les pauvres et vise à améliorer leur accès aux services sociaux de base ; enfin il identifie les besoins en investissements (humains et infrastructures) ainsi que les efforts à fournir pour mobiliser les ressources intérieures et extérieures.

Le programme d'action du Burkina Faso a été élaboré sur une base participative permettant au Gouvernement, aux partenaires au développement, aux ONG, au secteur privé et à la société civile de se concerter sur les niveaux d'atteinte des objectifs, les divers problèmes rencontrés lors de la mise en œuvre et les choix futurs de développement à opérer.

Ainsi, le programme a été piloté par un Comité national préparatoire présidé par la Direction générale de l'économie et de la planification (point focal), en coopération avec un consultant recruté à cet effet.

En tenant compte de ce qui précède et pour répondre aux préoccupations de cette troisième conférence, le présent programme d'action comprend trois grandes parties :

1. une première partie qui fait l'analyse de la situation économique et sociale dans les années 90 ;
2. une deuxième partie qui examine les mesures internationales d'appui, notamment dans les domaines de l'aide publique au développement, de la dette, des investissements et des échanges ;
3. une troisième partie qui traite du Programme d'action national pour la période 2001-2010

I - ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DANS LES ANNEES 90

1.1. Analyse de la situation économique et sociale dans les années 90

1.1.1. Données générales

Le Burkina Faso est un pays enclavé de l'Afrique de l'Ouest, avec une superficie de 274.200 km², une population totale estimée en 1999 à 11 millions d'habitants et un taux d'accroissement annuel de 2,4%. Il appartient à une zone climatique de type sahélien caractérisée par un important déficit pluviométrique, une rigueur de la nature qui explique le phénomène de sécheresse. Cette incertitude physique rend vulnérable l'agriculture burkinabé qui demeure malgré tout un secteur aussi important (35 à 40% du PIB) que les services (41%), tandis que le secteur secondaire embryonnaire ne représente que 19%. L'économie s'appuie sur le coton (50% des exportations), les produits d'élevage, l'or, les fruits et légumes, les cuirs et peaux. L'insuffisance et le mauvais état des infrastructures économiques, le niveau élevé des coûts de transaction et du coût des facteurs, la faible productivité du travail ainsi que la faiblesse de son marché intérieur sont défavorables à la diversification des secteurs productifs et à l'intensification des échanges. Le service de la dette extérieure (23% des exportations) demeure élevé pour une économie sensible aux chocs extérieurs. Le pays a renforcé son programme de réformes pour demeurer un partenaire privilégié des bailleurs de fonds dans la sous-région (l'aide publique au développement représentant environ 13% du PIB sur les cinq dernières années). Avec un PNB par habitant (1999) de 230 US\$, un des plus faibles du monde, le pays reste confronté à un défi majeur qui est l'éradication de la pauvreté. En effet, environ 45,3% de la population vivent en-dessous du seuil de pauvreté absolu estimé en 1998 à 72.069 FCFA (96\$EU) par an et par adulte, expliquant ainsi les immenses besoins du pays en matière de services sociaux de base.

1.1.2 Situation socio-économique pendant les années 90

1.1.2.1. La situation économique

Après une longue période de déséquilibres économiques interne et externe qui ont atteint leur paroxysme en 1990, le Burkina Faso a renoué avec la croissance suite à l'application de mesures de restructuration de l'économie à partir de 1991.

En effet, l'examen de la tendance d'évolution de l'économie burkinabé montre un changement de rythme à partir de 1991. Après avoir enregistré une croissance modeste du PIB réel (3,2% entre 1980 et 1990) sensiblement égal au taux de croissance de la population, le Burkina Faso a enregistré, à partir de 1995, cinq années consécutives de croissance à un taux supérieur à 5%, soit un taux de progression du PIB réel par tête de 3,3% en moyenne. Ce dynamisme est la conjugaison d'efforts d'ajustement structurel et surtout les effets directs de la dévaluation (par exemple sur l'augmentation de la production de coton) qui ont amélioré la compétitivité et accéléré les investissements étrangers.

D'autres éléments ont permis d'atteindre ces résultats significatifs au cours de la période 1995-1999 (cf. tableau 1 ci-après). En effet, la croissance provient avant tout du boom de la production cotonnière (multipliée par 2) qui a dopé l'agriculture, l'industrie et les exportations. La

croissance a aussi été tirée par la demande intérieure avec des taux de progression de la consommation de 8%, des exportations de 8,3% et de l'investissement de 16%. Le taux d'épargne nationale est de 16,6% en moyenne sur la période grâce à l'afflux des transferts nets des travailleurs burkinabé à l'étranger, contre une moyenne de 8% pour l'épargne intérieure brute. Ce potentiel a largement contribué à l'accroissement de l'investissement de 19,3% du PIB à 25,3%.

Tableau 1 : Evolution des agrégats macro-économiques de 1993 à 2000

Agrégats	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000*
PIB en milliards de Fcfa	796	1030	1172	1300	1443	1474	1544	1605
PIB réel : croissance (%)	2,3	-1,2	4,1	6,1	5,5	5,7	5,8	4,0
PIB réel par tête (en milliers de FCFA)	84,4	86,6	88,4	91,9	94,7	98,0	101,2	105,3
PIB réel par tête : croissance en (%)	-3,5	-1,6	0,8	3,4	3,8	3,3	3,3	1,6
Investissement / PIB (%)	18,7	21	23,8	26	27	22	25,4	24,7
Exportations / PIB (%)	11,6	13,2	13	11,6	13,2	12,9	10,1	10,1
Importations / PIB (%)	26,4	26,3	28,4	29,5	28,8	25,3	24,1	25,0
Masse monétaire / PIB (%)	21,8	20,1	22,1	22,5	25,5	25,5	25,1	24,7
Dette extérieure / PIB (%)	34,0	70,8	57,7	59,8	53,0	57,3	56,3	63
Epargne intérieure/ PIB (%)	5	4	4	7	9,3	7	12	13
Déficit budgétaire/PIB (%)	-4,4	-11,4	-7,9	-9	-9,9	-10,4	-9,2	-12

* estimations

Source : Ministère de l'économie et des finances, Comité national de politique économique

Il faut noter que l'année 1994, celle de la dévaluation du FCFA, a permis de compléter les mesures mises en œuvre pendant la période 1991-93, basées essentiellement sur les réformes budgétaires et le désengagement de l'Etat. C'est aussi le début de la FASR I du FMI (1994-96), qui sera suivie de la FASR II (1997-99), appuyée par le CAS II de l'IDA. Depuis juillet 1999, les négociations avec les institutions de Bretton Woods ont abouti à la conclusion d'un nouveau document- cadre de politique économique et financière pour la période 1999-2002, appuyé par la FASR III.

Ainsi, la progression du secteur privé, ces dernières années, a profité des réformes mises en œuvre dans le domaine monétaire et bancaire, la modernisation et la simplification de la fiscalité, la libéralisation des prix et des échanges et l'amélioration des infrastructures de base (téléphone, transports). Les principales mesures ont été : l'adoption ou la révision de codes plus incitatifs (code minier, code des investissements), la création d'un guichet unique (le Centre de promotion des entreprises) en 1992 pour faciliter la création des entreprises, la suppression du contrôle des prix à l'exception de certains secteurs jugés stratégiques.

En outre, l'Etat a créé des structures d'appui au secteur privé, notamment le Projet d'appui au secteur privé et le Projet d'appui à la création des PME. Un fonds de soutien aux entrepreneurs nationaux a été mis en place. Les institutions d'appui existantes comme la Chambre de commerce, d'industrie et d'artisanat (CCIA), l'Office national du commerce extérieur (ONAC) et le Conseil burkinabé des chargeurs (CBC) ont été restructurées. Le secteur bancaire a également été restructuré et la participation de l'Etat est limitée à 25% du capital. En 1996, l'Etat a adopté une nouvelle politique minière qui vise à faire du secteur privé le fer de lance du développement minier (le nombre de permis d'exploitation est passé de 2 en 1991 à plus de 70 en 1998).

Cependant, le niveau moyen des investissements privés (60 milliards) reste encore faible au regard des enjeux de développement. En effet, malgré les réformes entreprises, la volonté politique de promouvoir l'initiative privée, le secteur privé reste confronté à des défis majeurs à relever :

- les coûts des facteurs sont encore des plus élevés dans la sous – région et dans la zone UEMOA en particulier (énergie, communication, transit et fret) ;
- l'accès limité au crédit bancaire ;
- le faible niveau de partenariat Etat – Secteur privé ;
- les faiblesses institutionnelles et organisationnelles caractérisées par un secteur informel regroupant plus de 75% de l'emploi non agricole ;
- la faiblesse du cadre légal et judiciaire qui requiert l'exécution diligente des décisions de justice, l'harmonisation et la standardisation des dispositifs juridiques.

Conclusion : Les performances actuelles de l'économie sont satisfaisantes en comparaison à la période 1980-90. La plupart des indicateurs macro-économiques ont connu globalement une tendance à l'amélioration (PIB, inflation, investissement, épargne budgétaire), à l'exception des comptes extérieurs qui présentent encore des faiblesses structurelles. Cependant, le déficit social persiste au regard de la détérioration des indicateurs sociaux. Le renforcement des ressources humaines devient alors un pari à gagner absolument si le pays recherche une croissance « intensive » tirée par la productivité des facteurs et la compétitivité des secteurs.

Relever ces défis commande la formulation d'une nouvelle approche du développement qui s'appuierait sur une croissance durable et équitable, un développement optimal des ressources humaines, avec un accent particulier sur l'accès à une éducation de base de qualité pour tous, une bonne gouvernance et une bonne gestion des ressources naturelles. Ces éléments doivent concourir à l'émergence (au Burkina Faso), d'une sécurité économique, alimentaire, environnementale, sociale, individuelle et politique.

1.1.2.2 La situation sociale

Les secteurs sociaux ont toujours constitué un domaine de préoccupation pour les autorités burkinabé. C'est pourquoi des efforts importants ont été consentis dans la formulation et la mise en œuvre de programmes spécifiques ciblés sur l'éducation, la santé, la promotion de l'emploi, la protection sociale, la population et la protection de l'environnement. Ainsi dans le cadre de l'Initiative 20-20, le Gouvernement burkinabé a conduit, au cours de ces six dernières années, une politique satisfaisante d'allocation des ressources qui reflète la priorité accordée au développement des secteurs sociaux. Comparativement aux recettes propres, les crédits alloués aux activités de l'Initiative 20/20 sont passés de 17,1% en 1995 à 29,2% en 2000 ; et ce dans un contexte marqué par des pertes de recettes causées par la réduction des droits de douane à la suite de l'instauration du tarif extérieur commun par l'UEMOA et l'appréciation du dollar. Les efforts financiers se sont focalisés sur l'éducation de base (56 % des crédits alloués aux secteurs sociaux), la santé de base et l'action sociale (41 %), l'eau potable et l'assainissement (3 %).

Cependant, les autorités burkinabé ont conscience, qu'en dépit de ces efforts financiers et des bons résultats obtenus sur le plan de la stabilisation et des performances macro-économiques (le taux de croissance moyen du PIB est proche de 6 %), le Burkina Faso souffre toujours d'un large déficit social. En effet, la dernière enquête sur les conditions de vie des ménages réalisée en 1998 indique le seuil absolu courant de pauvreté à 72 690 F CFA par adulte et par an contre 41

000 F CFA en 1994. Sur cette base, la proportion de la population burkinabé vivant en dessous de la ligne de pauvreté s'établit à 45,3%, soit une légère hausse comparativement à 1994 (44,5%).

1. Dans le domaine de l'éducation, le niveau est globalement faible avec un taux d'alphabétisation d'environ 18,4% en 1998 (contre 48% pour les PMA en 1995). Le taux de scolarisation primaire est passé de 30% en 1990-91 à 41% en 1998/99. Malgré sa forte progression durant les vingt dernières années, ce taux reste inférieur à celui de nombreux pays africains (Bénin : 73%, Côte d'Ivoire : 69%, Cameroun : 89% en 1995). Le problème global de la faiblesse du taux de scolarisation est amplifié par celui de la disparité entre garçons et filles. En 1998/99, le pourcentage des filles dans l'effectif scolarisé était de 35%. Plusieurs éléments expliquent les problèmes importants qui freinent le développement du système éducatif burkinabé :

- les ressources publiques affectées au secteur de l'éducation restent faibles (21,6% des dépenses publiques et 2,8% du PIB, alors que les pays africains pauvres consacrent en moyenne 4% de leur PIB à l'éducation) ;
- les coûts unitaires restent élevés au primaire (0,24 fois le PIB par tête d'habitant comparativement à 0,15 en moyenne pour les pays d'Afrique francophone) ;
- en zones rurales, la proportion de ménages n'inscrivant pas leurs enfants à l'école augmente des déciles les moins pauvres aux plus pauvres ;
- le taux de rétention est bas (60% comparativement à 67% en moyenne pour les pays d'Afrique francophone) surtout en milieu rural (49%) et particulièrement pour les filles (41%) ;
- le système éducatif reste caractérisé par des taux de redoublement élevés: 15% entre la première année et la cinquième année du primaire et environ 40% au CM2, ce qui est la manifestation d'une demande excédentaire pour le premier cycle du secondaire;
- l'incidence de la pauvreté sur les taux d'éducation est forte. En effet, d'une manière générale, il ressort que les taux d'alphabétisation et de scolarisation sont corrélés positivement au niveau de vie. Le taux d'alphabétisation des plus pauvres est trois fois inférieur à la moyenne nationale et environ sept fois à celui des plus riches (43,8%). En ce qui concerne la scolarisation, les pauvres scolarisent presque trois fois moins leurs enfants (18,8%) que les riches (60%). De même, les pauvres scolarisent leurs filles presque deux fois moins que leurs garçons : 13,5% contre 23,6%. Enfin, les femmes au Burkina Faso sont moins alphabétisées (12,9%) que les hommes (24,8%). Et, quel que soit le niveau de vie, il y a une discrimination au détriment des femmes.

2. Dans le domaine de la santé, l'état sanitaire de la population reste préoccupant. En 1998, on comptait 1 médecin pour 23 308 habitants alors que la norme OMS est de 1/10 000. Les taux de mortalité infantile (105 pour 1000) et maternelle (930 pour 100 000 naissances vivantes) demeurent élevés. La recrudescence de certaines maladies (paludisme, lèpre, dracunculose), et épidémies (méningite, rougeole), la baisse constante de la couverture vaccinale du pays, l'insuffisance des infrastructures sanitaires, sont autant d'éléments qui expliquent en partie la faiblesse de l'espérance de vie à la naissance (54 ans en 1998). Cette situation place le Burkina Faso bien en deçà de la performance sanitaire au sein du groupe des PMA. Des maladies émergentes telles que le Sida se développent dans des proportions inquiétantes. Les estimations

de l'ONUSIDA permettent de se faire une idée sur l'ampleur du phénomène : 370.000 personnes en fin d'année 1997 vivaient avec le VIH/Sida au Burkina Faso. Parmi elles, 170.000 (soit 46 % environ) sont des femmes en âge de procréer et 22.000 des enfants de moins de 15 ans (soit 6% des personnes infectées). D'autres problèmes de santé (émaciation et diarrhées) sont souvent liés à la malnutrition et aux difficultés d'accès à l'eau potable. Parmi les enfants de moins de cinq ans, le taux de malnutrition chronique est estimé à 30%, et celui de la malnutrition aiguë à 13%.

En ce qui concerne le Sida, dès 1987, une logique d'intervention pour endiguer le développement de la maladie a été rapidement entreprise. Ainsi, à la suite de concertations nationales et internationales, des orientations politiques en faveur d'une meilleure connaissance de l'endémie et d'une réponse organisée ont été ébauchées suite à la création d'un Comité Technique de Lutte contre le Sida (CTLs). Sur la période 1987-2000, trois phases se succèdent dans la réponse organisée par le gouvernement, le PNLS appuyé par l'OMS/GPA¹ et plus récemment, par l'ONUSIDA :

- une première phase couvrant la période 1987-1995, a permis l'installation du CTLs, l'élaboration du Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS) et la mise en œuvre de 3 plans d'intervention, l'un à court terme, exécuté de 1987 à 1989, le second, à moyen terme (PMT1), exécuté de 1990 à 1992 et le troisième (PMT2) conçu comme le prolongement du plan précédent sur la période 1993 à 1995 ;
- une seconde phase relative à la période 1996-1999, consacre un engagement politique, matériel et financier plus grand du gouvernement et modifie l'organisation de la lutte contre le Sida au Burkina Faso à travers notamment le lancement du Projet Population et lutte contre le Sida (PPLS) ;
- une troisième phase, actuellement en évolution, renforce le caractère multidimensionnel de la démarche de lutte contre l'endémie, l'approche décentralisée des activités et l'implication croissante des organisations à base communautaires (OBC). Cette nouvelle orientation résulte des efforts de concertations organisées depuis 1998 pour la lutte contre le Sida au Burkina Faso.

L'évaluation de l'impact des programmes de lutte contre le Sida montre que, en dépit des efforts importants entrepris depuis près de 12 années et des ressources importantes mobilisées avec l'appui de la Communauté Internationale, l'épidémie du VIH/SIDA a continué de progresser et les réponses apportées, tant en matière de diagnostic, de prévention, de prise en charge, que de suivi – évaluation, sont demeurées globalement limitées.

En effet, les résultats de la phase 1 sont restés très modestes et n'ont abouti qu'à la mise en place du (CNLS) en 1990 avec l'appui des partenaires au développement. Le démarrage du Projet Population et Lutte contre le Sida (PPLS), à partir de 1992, au cours de la phase 2, consacre l'avènement d'un engagement gouvernemental plus fort et d'une plus grande coalition des efforts engagés par la communauté internationale. Les programmes de coopération inscrivent la problématique Sida dans l'analyse de la situation sanitaire du pays et le gouvernement mobilise des ressources importantes en multipliant par 4, entre 1996 et 1998, l'enveloppe annuelle consacrée aux activités du PNLS. Malgré ces efforts, la formation du personnel de santé, bien qu'ayant constitué une priorité, est demeurée relativement modeste en dehors des grands centres urbains et la prise en charge des malades est restée très déficiente. Enfin, le phénomène de la pauvreté exclut les malades de toute thérapeutique anti-rétrovirale (moins de 200 « privilégiés »

¹ OMS : Global Programme against AIDS (GPA).

sur près de 500 000 vivants avec le VIH/SIDA bénéficient de l'offre de médicaments anti-rétroviraux).

Depuis le lancement du partenariat International pour la lutte contre le VIH/SIDA (le Burkina Faso est un pays pilote) en Afrique (7 - 8 décembre 1999), le gouvernement burkinabé, avec l'appui de ses principaux partenaires et le concours de l'ONUSIDA a engagé une nouvelle phase (phase 3) plus intégrée et plus dynamique de lutte contre l'épidémie. Cette orientation ouvre la voie à une plus grande capacité de prise en charge des malades et de leurs dépendants, ainsi qu'à la mobilisation d'une participation plus grande de la société civile organisée. Elle devrait permettre également, une intégration plus complète des activités de prévention et de lutte contre le VIH/SIDA.

Par ailleurs, l'Initiative Privée Communautaire de lutte contre le VIH/SIDA (IPC) et les principales associations de prise en charge communautaire élaborent actuellement un avant-projet de plan stratégique national de réponse communautaire au VIH/SIDA associant les personnes vivant avec le VIH. Au plan local, des initiatives s'organisent en vue d'élaborer des plans opérationnels décentralisés de lutte contre le VIH/SIDA, notamment celles des districts de Gaoua, de Diébougou et de Banfora.

Pour améliorer l'impact des actions de lutte contre le Sida, le programme de travail annuel du CNLS (1999), met l'accent sur la décentralisation des actions au niveau du district sanitaire et l'implication de toutes les composantes concernées (les instances administratives et politiques, la société civile et le secteur privé). Il recommande également le développement de la prise en charge médicale par le gouvernement.

3. Dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable, en dépit des efforts d'équipement du pays en centres d'approvisionnement, la situation se caractérise par un faible taux de couverture. En 1998, seulement 21,1% des ménages s'approvisionnent au robinet et borne fontaine contre 17,5% en 1994. Cependant, grâce à la volonté politique des autorités de résoudre ce problème à travers un pari intitulé "l'eau potable pour tous en 2000", le pays a été doté de nombreux forages : plus de 42% des ménages s'approvisionnent dans des puits protégés et forages en 1998.

4. Les femmes qui représentent 51,7% de la population totale du Burkina Faso, sont généralement pauvres et analphabètes. Elles éprouvent de nombreuses difficultés pour accéder à la terre, au crédit et aux services sociaux de base. Cependant, très actives, elles se sont souvent regroupées en associations pour développer des activités génératrices de revenus (petit commerce, élevage, agriculture). A cet effet, elles bénéficient de l'appui de l'Etat (FAARF) et de certains partenaires au développement (ONG notamment). Au niveau de l'animation de la vie publique et politique, bien que de nets progrès aient été réalisés, les femmes sont peu représentées au Parlement (8,1%) et au sein du Gouvernement (10%). Les conditions socio-économiques et les pesanteurs sociologiques et culturelles déterminent la faible participation à la vie économique et publique.

Face à ces enjeux sociaux de développement, le gouvernement burkinabé a adopté, sur le plan des politiques macro-économiques, un nouveau paradigme basé sur la recherche d'une croissance de qualité, le recours à divers instruments de politique budgétaire et de politiques sectorielles pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Aussi, le premier Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, adopté par le Gouvernement et soumis aux Conseils d'Administration de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International en juin – juillet 2000 (dans le Cadre de

l'Initiative pour l'allègement de la dette en faveur des Pays pauvres très endettés), permettra-t-il de répondre à cette préoccupation.

Conclusion : Les performances macro-économiques n'ont pas été suffisantes pour améliorer de façon significative les conditions de vie de la grande majorité des ménages. La pauvreté n'a pas diminué autant qu'on pouvait l'espérer avec un taux de croissance de l'économie de plus de 5%. Le Burkina Faso doit nécessairement gagner le pari de la réduction de la pauvreté, relever le défi de la croissance démographique et économique, de la compétitivité et du renforcement de la gouvernance démocratique en levant les principales contraintes à son développement, en améliorant ses atouts compétitifs et en mettant en place une stratégie de renforcement des ressources humaines. Ainsi, la garantie de la sécurité humaine à chaque Burkinabé est devenue un enjeu fondamental de la stratégie de développement humain durable du Gouvernement. De là découle une option de politique économique et sociale guidée par les principes fondamentaux d'équité et d'égalité de chance entre les différentes couches sociales, de participation communautaire et de la Société civile, de transparence des procédures et outils de gestion des ressources publiques.

1.2. Atouts et contraintes de développement

Durant ces dix dernières années, le Burkina Faso a bénéficié d'atouts importants pour son développement tout comme il a été confronté à des difficultés majeures telles que la crise socio – politique que le pays traverse depuis décembre 1998.

1.2.1. Atouts de développement

Après des périodes d'incertitude jalonnées par de nombreux conflits sociaux et de changements de régime, le pays s'est engagé depuis 1991 dans la voie de la démocratisation en se dotant notamment de nouvelles institutions démocratiques. Cette mutation politique constitue un atout appréciable pour la relance des activités économiques, la promotion des investissements privés et la bonne gouvernance. De plus, dans le cadre du PAS, l'Etat s'est engagé à libéraliser l'économie, à restructurer le secteur des entreprises, à assainir les opérations financières et à mener un certain nombre de réformes du cadre réglementaire (code du travail, code des investissements, etc.). Le gouvernement s'est aussi engagé à prendre un certain nombre de mesures destinées à promouvoir le secteur privé et l'efficacité de l'administration publique. Une stratégie de promotion du secteur privé a été mise en place et un plan de bonne gouvernance a été adopté par le Gouvernement en 1998.

Par ailleurs, les autorités ont décidé d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles et ont bénéficié du soutien des bailleurs de fonds. Des structures et projets ont également été créés pour soutenir les efforts du secteur privé. Le gouvernement a aussi développé des initiatives en 1996 pour accroître l'épargne et l'investissement, notamment l'emprunt d'Etat. Des efforts ont été entrepris pour mettre en œuvre une politique d'ouverture sur le reste du monde et une stratégie de réduction de la dette. Des accords commerciaux bilatéraux sont signés avec des pays pour mieux exploiter les opportunités commerciales. Des missions d'opérateurs économiques sont organisées en direction des pays européens et asiatiques et des relations d'affaires sont nouées à l'occasion des foires commerciales (SIAO) et autres événements culturels tels que le FESPACO.

L'existence de ressources humaines jeunes et dynamiques, l'importance des transferts de fonds des burkinabé de l'étranger dans l'économie, la situation du Burkina Faso en tant que carrefour

dans le cadre de l'intégration sous – régionale, la mise en place graduelle de la décentralisation et la consolidation progressive du processus de démocratisation entamé depuis 1991, le dynamisme des mouvements associatifs et ONG, et la tradition de développement participatif constituent autant d'atouts appréciables pour le développement socio-économique. A ceux-ci, il convient d'ajouter les potentialités insuffisamment exploitées dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, des mines et de l'énergie.

1.2.2 Contraintes de développement

- **Les facteurs de blocage**

Des études récentes conduites par le gouvernement sur la compétitivité et la croissance économique ont identifié les obstacles à une croissance équilibrée. Ils portent notamment sur : i) la faiblesse du capital humain qui contribue à la faiblesse de la productivité du travail et au niveau de chômage très élevé ; ii) l'insuffisance d'infrastructures de développement économique qui explique le coût élevé des facteurs de production et l'étroitesse du secteur moderne de l'économie ; iii) la faiblesse de l'épargne nationale qui limite les capacités d'investissement ; iv) l'insuffisance des capacités nationales qui aggrave les problèmes de gouvernance ; v) le faible degré d'ouverture de l'économie sur l'extérieur qui réduit les opportunités de croissance et de création d'emplois.

A ces contraintes, viennent s'ajouter des facteurs exogènes défavorables tels que les mauvaises conditions climatiques, l'appréciation du dollar et la détérioration des termes de l'échange.

- **Spécificité des secteurs économiques**

La contribution des différents secteurs à la croissance au cours de la dernière décennie confirme qu'il n'y a pas eu de diversification structurelle et que le secteur primaire, tout comme les services, reste la principale source de croissance. La contribution du secteur secondaire reste modeste en raison de la faible compétitivité des industries burkinabé.

1. L'activité économique au Burkina Faso reste fortement tributaire du secteur agro-pastoral. C'est pourquoi, dans la stratégie de développement du pays, le Gouvernement lui accorde une grande importance.

En effet, depuis le début des années 1990, de façon concertée avec les partenaires au développement, des réformes ont été entreprises pour créer un environnement institutionnel et économique favorable au développement de ce secteur. Les programmes d'ajustement du secteur agricole (PASA I et II) ont porté notamment sur la libéralisation de la commercialisation et des prix des céréales traditionnelles, l'élimination de tous les contrôles et restrictions sur les importations, les exportations et les mouvements internes de ces produits. En outre, le Gouvernement a élaboré un document d'Orientations Stratégiques (DOS) qui définit des objectifs prioritaires, une vision à l'horizon 2010, et des axes d'orientations stratégiques pour les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Sept grands axes d'orientation stratégiques ou domaines prioritaires d'action ont été retenus :

- favoriser le développement de l'économie de marché en milieu rural,
- moderniser les exploitations agricoles et d'élevage,
- favoriser la professionnalisation des différents acteurs et renforcer leur rôle,

- assurer une gestion durable des ressources naturelles,
- accroître la sécurité alimentaire,
- améliorer sensiblement le statut économique de la femme rurale,
- recentrer le rôle de l'Etat et favoriser l'initiative privée dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage.

En dépit des progrès déjà réalisés, le secteur agro-pastoral reste confronté à de nombreuses contraintes dont les principales sont :

- la faible maîtrise de l'eau,
- les problèmes de dégradation des ressources naturelles et la baisse de la fertilité des sols,
- les problèmes de santé et d'alimentation des animaux,
- l'insécurité et la pression foncière de plus en plus remarquables,
- le faible niveau de mécanisation des exploitations,
- le faible niveau d'organisation et d'entrepreneuriat des producteurs,
- les difficultés d'accès au crédit et aux équipements agricoles,
- les pesanteurs socioculturelles qui tendent à marginaliser les femmes et les jeunes dans la société rurale.

2. Dans le secteur de l'industrie, une stratégie de développement industrielle (SDI) a été clairement définie en octobre 1998. Environ douze (12) filières ont été identifiées. Il s'agit du coton, des céréales, des oléagineux, des ressources animales dont le lait, la viande et le cuir, la fabrication des ouvrages en métaux, du caoutchouc et du plastique, des carrières et matériaux de construction, des produits chimiques et des produits pharmaceutiques. Pour l'ensemble de ces filières dans lesquelles opèrent déjà la majeure partie des industries locales, beaucoup de contraintes demeurent :

- (i) coûts de production particulièrement élevés (électricité, eau, télécommunications, transports, coûts de la main d'œuvre), en particulier, le surcoût provoqué par l'enclavement sur l'approvisionnement en intrants qui condamne pratiquement le développement industriel à se limiter aux industries de transformation des ressources primaires : filature et tissage, tannerie, conserverie, sucre ;
- (ii) accès difficile au crédit qui restreint considérablement le potentiel d'expansion industriel - en particulier pour les PME/PMI - et la création d'entreprises nouvelles ;
- (iii) nombre élevé d'entreprises de petites et grandes tailles qui produisent des biens de qualité inférieure à des coûts élevés en raison de la faible productivité des facteurs ;
- (iv) étroitesse du marché national et fiscalité peu incitative, malgré l'adoption récente d'un nouveau code des investissements ;
- (v) manque d'esprit d'entreprise, structures de gestion et choix technologiques non efficaces.

3. En ce qui concerne le commerce extérieur, l'analyse des exportations montre que le Burkina Faso est un pays peu ouvert ; par conséquent, il jouit peu de ses atouts compétitifs. Le pays n'a pas encore développé une politique agressive de conquête de marchés extérieurs. Certains produits d'exportation pour lesquels il disposait d'un avantage comparatif (coton, bétail, fruits et légumes) sont fortement concurrencés par d'autres pays.

Pour pallier ces insuffisances, le Gouvernement a poursuivi les privatisations, la libéralisation et le renforcement du cadre légal et institutionnel, pour améliorer la compétitivité dans le secteur des entreprises publiques (énergie en particulier) et développer les groupements professionnels. Le Gouvernement a engagé des réflexions et jeté les bases institutionnelles pour mettre en œuvre une stratégie compétitive dans le cadre de l'UEMOA et de la mondialisation.

4. En ce qui concerne l'intégration économique, le Burkina Faso participe aux activités d'un certain nombre d'associations ou groupements régionaux. Il est, entre autres, membre fondateur de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), du Comité permanent Inter Etat de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel CILSS) et de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). Des tentatives d'élargissement des opportunités d'une intégration économique d'envergure sont manifestes ces dernières années avec les efforts de dynamisation de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (projet de création d'une zone monétaire, passeport communautaire, etc.).

Face aux défis de la mondialisation et de l'intégration régionale qui mettent le Burkina Faso en concurrence accrue avec l'extérieur, un des déterminants majeurs de sa croissance réside dans l'amélioration de sa compétitivité, créatrice de richesses dans les conditions exigeantes du marché international. Or, les perspectives de croissance sont limitées par la faible productivité du travail et du capital. Aussi, dans le cadre de l'UEMOA, le pays pourrait-il bénéficier d'un vaste marché pour ses produits d'exportation. L'UEMOA reste pour le moment l'instrument le plus concret de l'intégration économique dans la mesure où elle vise à la fois la constitution d'une union douanière entre les sept pays membres, la convergence des politiques macro-économiques, l'harmonisation des politiques structurelles et sectorielles.

II. MESURES INTERNATIONALES PRISES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE LA DECENNIE 90

La communauté internationale des donateurs, au regard de la baisse de l'Aide publique au développement (APD) et du surendettement de nombreux PMA, a adopté des mesures internationales d'appui, notamment dans les domaines de l'aide publique au développement, de la dette, des investissements et des échanges, dont la mise en œuvre devait contribuer à accélérer la croissance des économies des pays pauvres. Il s'agit entre autres de l'Initiative 20/20, la nouvelle conditionnalité de l'aide, l'Initiative pour les pays pauvres très endettés et l'orientation des investissements directs étrangers.

2.1.L'effet des mesures au niveau des PMA

Il est établi que les PMA ne peuvent venir à bout de faiblesses structurelles qui freinent leur développement. En effet ces pays ne disposent pas de ressources financières requises pour mettre en œuvre les projets de développement. De plus, ils sont souvent confrontés à des difficultés de plusieurs ordres : guerre civile, famine, épidémies, etc.. Il est donc apparu important pour les pays développés de les appuyer dans leurs efforts de redressement économique. A cet effet, le Programme d'action pour les années 1990 avait retenu un certain nombre de mesures dont l'apport de fonds publics et privés, l'atténuation de la dette des PMA et des mesures plus libérales d'accès aux marchés pour les produits de ces pays. La deuxième conférence sur les PMA avait notamment reconnu la nécessité d'augmenter le montant de l'APD et d'intensifier les efforts en faveur d'un allègement de la dette des PMA et d'une amélioration de l'environnement économique international.

L'analyse de la situation fait ressortir que beaucoup de pays développés n'ont pas pleinement honoré leurs engagements. En effet, malgré les dispositions prises, la mise en œuvre du Programme d'action des années 90 a souffert d'une réduction continue de l'aide et d'une aggravation de l'endettement des PMA. Selon la CNUCED, en termes réels, l'aide aux PMA a diminué de 23 % au cours de la décennie 1990. Seulement un tiers des pays du CAD ont atteint l'objectif de 0,15 % du PNB qui avait été fixé pour l'aide aux PMA dans le Programme d'Action des années 90. La part des PMA dans les investissements étrangers directs dans l'ensemble des pays en développement demeure modeste, de l'ordre de 1%, la plupart des PMA sont des pays lourdement endettés et leurs produits exportés continuent à se heurter à des barrières tarifaires et non tarifaires sur les marchés internationaux. Les grands changements qui se sont produits à l'échelle internationale (éclatement de l'URSS, mondialisation et libéralisation...) ont, semble-t-il, eu des incidences sur l'application de ces mesures.

2.2.L'effet des mesures au niveau du Burkina Faso

2.2.1. L'initiative 20/20

La communauté internationale a mis au centre de ses préoccupations, le phénomène de la pauvreté. Ceci a suscité, au plan mondial, une série de conférences autour du thème de la lutte contre la pauvreté. La plus importante de ces conférences aura été incontestablement le Sommet Mondial sur le développement social tenu à Copenhague en mars 1995. Ce sommet a adopté comme première mesure de lutte contre la pauvreté la mise en œuvre de l'Initiative 20/20. Cette initiative scelle, pour les pays développés et ceux en développement, l'engagement mutuel de

consacrer respectivement au moins 20% de l'aide publique au développement et 20% des budgets nationaux aux services sociaux de base.

Dans le cadre du suivi du sommet mondial sur le développement social de Copenhague, le Burkina Faso s'est porté candidat pour une expérience pilote de mise en œuvre de l'initiative 20/20. Selon les résultats disponibles figurant au tableau n°2 ci-après, en termes de crédits alloués aux activités des services sociaux de base, on note un effort budgétaire considérable, passant de 13,8 milliards de FCFA en 1990 à 57,1 milliards en 1999, soit un taux de progression moyen de 17,1% sur la période. Ces allocations ont représenté 15,1% des recettes propres de l'Etat en 1990 et 26,7% en 1999. Sur plus de 57 milliards de crédits budgétaires alloués aux activités des services sociaux de base de l'initiative 20/20 en 1999, l'éducation de base a reçu plus de 26 milliards de FCFA, soit 46,4% du total contre 43,2% pour la santé et 10,4 pour l'eau potable. Au regard de ces indications chiffrées, on peut estimer que le Burkina Faso a fourni des efforts considérables pour atteindre les objectifs assignés à l'Initiative 20/20.

Tableau 2 – Efforts du gouvernement pour la promotion des services sociaux de l'initiative 20/20
(en millions FCFA)

ANNEES		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
MEBA	Dotation I20/20	7 820,17	9 009,75	10 330,47	10 488,47	13 577,84	13 618,81	15 655,37	176,06	20760	26550
	I20/20/total RP	8,55%	8,65%	11,11%	10,47%	11,98%	9,81%	9,75%	10,58%	10,41%	12,41%
	% Total I20/20	57%	60%	57%	57%	51%	57%	56%	54%	42,32%	46,53%
MS + MASF	Dotation I20/20	5	5	7 347,40	7 354,45	12	9 343,57	11 573,43	15 121,36	21620	24720
	I20/20/total RP	718,89	581,04			145,95					
	% Total I20/20	6,25%	5,36%	7,90%	7,34%	10,72%	6,73%	7,21%	8,34%	10,84%	11,56%
MEE	Dotation I20/20	290,41		315,30	707,11		724,54	905,77	1 123,60	6670	5780
	I20/20/total RP		324,63			917,77					
	% Total I20/20	0,32%	0,31%	0,34%	0,71%	0,81%	0,52%	0,56%	0,62%	3,34%	2,70%
TOTAL MINISTRES		20 106,23	CAPutl' 819,86	23 302,14	24 694,89	33 561,45	32 837,15	37 780,08	43 682,07	49345	55106
TOTAL I 20/20		13 829,47	14 915,42	17 993,17	18 550,03	26 641,56	23 686,92	28 134,57	35 421,02	49050	57050
Variation			8%	21%	3%	44%	-11%	CAPutl' %	26%	38%	16%
Total budget		143 360	175 800	186 400	197 800	263 000	263 000	293 500	341 100	444535	431413
Recettes Propres		91 500	104 200	93 000	100 200	113 300	138 800	160 600	181 300	199400	213800
I20/20/Total Budget		10,40%	8,81%	11,75%	10,09%	11,56%	10,22%	10,71%	11,15%	11,03%	13,22%
I20/20/Recettes Propres		15,11%	14,31%	19,35%	18,51%	23,51%	17,07%	17,52%	19,54%	24,59	26,68

source: Ministère de l'économie et des finances, Direction générale du budget

Quant aux partenaires au développement du Burkina Faso, les ressources qu'ils allouent aux secteurs sociaux de base représentent en moyenne 15,2% de l'aide totale sur la période 1990-99. La répartition entre secteurs y est quelque peu différente de celle de l'Etat. Ainsi, le secteur de l'eau potable y représente 7,1% de l'aide totale contre 43,2% pour la santé et 46,4% pour l'éducation de base. Ces résultats, bien que significatifs, montrent que l'objectif n'a pas été pleinement atteint comme le montre le tableau 3 ci-après.

Tableau 3 - Initiative 20/20 et aide publique au développement (en millions \$ US)

Secteurs \ Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Education de base	9,84	12,29	14,76	18,12	24,15	25,81	20,27	14,56	30,4	39,13
Santé de base	13,99	18,48	16,74	20,79	22,44	23,99	24,99	26,40	28,05	34,45
Eau potable & Assainis	6,61	7,64	9,76	9,79	9,95	26,25	28,54	14,20	8,52	5,58
Total SSE	30,44	38,41	41,26	48,74	56,54	76,05	73,31	55,16	66,97	79,16
Total APD	310	285	325	355	372	409	410	367	409	410*
SSE/APD (%)	9,8	13,4	12,7	13,7	15,2	18,6	17,9	15,0	16,4	19,30

* Estimation

Source : PNUD, Rapports sur la coopération pour le développement 1990/1994/1995/1996. Etude sur les décaissements 1994.

2.2.2 L'Aide Publique au Développement

Le Burkina Faso est un pays pauvre avec une capacité de financement propre très limitée. La faiblesse des revenus nationaux et par conséquent du taux d'épargne nationale a rendu le pays très dépendant de l'aide publique au développement (APD). Celle-ci est une des sources privilégiées de financement du développement au Burkina Faso. L'évolution des dépenses d'investissements publics montre la prépondérance quasi permanente des ressources extérieures. De 1991 à 1999, celles-ci ont représenté entre 78,3 % et 89 % du financement des investissements totaux. Le tableau 4 ci-après montre l'évolution des dépenses d'investissements publics.

Tableau 4 : Evolution des dépenses d'investissements publics (en milliards de FCFA) de 1991 à 1999

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
<i>Financement extérieur (dons, subventions et prêts)</i>	49,4 (88,2 %)	59 (83,3 %)	54,7 (86,1 %)	62,5 (87,1 %)	87,4 (89 %)	109 (86,2 %)	118 (78,3 %)	113,9 (70%)	138,1 (83%)
<i>Financement intérieur</i>	6,6	11,8	8,8	9,2	10,4	17,3	33	48,6	28,4
TOTAL	56	70,8	63,5	71,7	97,7	126,4	151	162,5	166,5

Source : STC/PAS – Revue des Dépenses Publiques

Quant à l'aide publique au développement, elle a représenté entre 11% et 27% du PIB au cours de la période 1993-1999, selon le tableau n°5 ci-après :

Tableau 5 : Volume de l'APD de 1990 à 1999 en millions de dollars USA et en % du PIB

<i>Période</i>	<i>1993</i>	<i>1994</i>	<i>1995</i>	<i>1996</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>
<i>APD</i>	<i>355</i>	<i>372</i>	<i>409</i>	<i>410</i>	<i>367</i>	<i>409</i>	<i>410*</i>
<i>En % du PIB</i>	<i>11 %</i>	<i>21 %</i>	<i>22 %</i>	<i>22 %</i>	<i>21 %</i>	<i>27%</i>	<i>25%</i>

** estimation*

Source : RCD, PNUD 1998-1999.

Les principaux facteurs qui ont contribué à l'évolution favorable de l'aide reçue sont :

- la dévaluation du franc CFA, intervenue le 12 janvier 1994 et l'appui particulier de la communauté internationale pour atténuer les effets de ce changement de parité ;
- les résultats jugés positifs et la rigueur observée par le Gouvernement dans la mise en œuvre des réformes économiques structurelles ;
- la stabilité politique et la confiance des partenaires dans l'ouverture démocratique du Burkina Faso ;
- l'arrivée récente de nouveaux partenaires dans la coopération du développement avec le pays ;
- le dynamisme des populations à la base et le processus de décentralisation en cours.

- Sur la période 1993-99, les décaissements nets au titre de l'APD ont représenté en moyenne 402 millions de dollars US . L'APD a concerné essentiellement l'aide aux projets (53,6% au cours de la période 1996-98) comme l'indique le tableau n°6 ci-après. Les autres formes d'aide, à savoir l'aide budgétaire / l'aide à la balance des paiements (18,3% en moyenne de l'APD totale) et l'assistance technique (16,7%) connaissent une tendance à la baisse. L'aide alimentaire n'a représenté que 8,4% de l'APD totale en moyenne.

Tableau 6 : Répartition de l'aide par type d'assistance (en %) de 1990 à 1999.

<i>Type</i>	<i>1990</i>	<i>1994</i>	<i>1995</i>	<i>1996</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>
<i>Aide budgétaire/appui à la balance de paiements</i>	<i>13,3%</i>	<i>48%</i>	<i>34%</i>	<i>21,5%</i>	<i>13,5%</i>	<i>20%</i>
<i>Aide aux projets d'investissement</i>	<i>67%</i>	<i>-</i>	<i>35%</i>	<i>54,6%</i>	<i>54,2%</i>	<i>52%</i>
<i>Assistance technique autonome</i>	<i>13%</i>	<i>13%</i>	<i>16%</i>	<i>16,2%</i>	<i>22,8%</i>	<i>20%</i>
<i>Aide alimentaire</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>3%</i>	<i>-</i>	<i>6%</i>	<i>3%</i>

Source : RCD 1998 – 1999.

L'examen du tableau ci-dessus, indique une évolution significative de la structure de l'aide à partir de 1996 confirmant la tendance selon laquelle le Burkina Faso s'engage dans une période de post ajustement. En effet, l'année 1994, marquée par la dévaluation du FCFA et l'approfondissement des mesures d'ajustement structurel, les bailleurs de fonds ont relativement délaissé l'assistance à l'investissement au profit de l'aide budgétaire et à la balance des

paiements. A partir de 1996, l'aide aux projets est devenue le principal type d'assistance extérieure.

D'autres informations provenant du Rapport sur la coopération et le développement (PNUD 1997) indiquent que l'investissement privé reste faible et diversifié selon les domaines d'affection. En effet, le secteur des transports a absorbé en 1996, 17 % de l'aide au titre des projets d'investissement ; celui du développement social en a reçu 14 % , le développement régional avec 11,8 % et la part affectée au développement des ressources humaines n'a représenté que 10 %.

Au total, bien que les ressources extérieures mobilisées pour mettre en œuvre les actions de développement soient importantes, les résultats obtenus en termes d'amélioration des conditions de vie sont peu significatifs au regard de l'importance du phénomène de la pauvreté. Du même coup, il se pose la question de l'efficacité de l'aide ou celle des dépenses publiques d'investissement.

Force est de constater, tout comme dans beaucoup de PMA, que les donateurs n'ont pas atteint au Burkina Faso l'objectif de 0,15 % de leur PNB fixé dans le Programme d'Action des années 90 au regard du volume d'aide consenti au pays. En effet, sur la base d'un montant estimé de l'APD de 200 milliards de FCFA en 1998, on déduit pour la même année un montant de l'aide par habitant de 16 666 FCFA (soit moins de 24 \$ US) . Sur cette base, on peut se demander si l'aide extérieure en termes de volume, atteint une masse critique d'investissements susceptibles de créer une dynamique de croissance durable et infléchir significativement la pauvreté.

2.2.3. La nouvelle conditionnalité de l'aide au développement

Le Burkina Faso, en collaboration avec la Communauté Européenne, mène depuis 1997 une réforme sur la nouvelle conditionnalité de l'aide au développement. Cette expérience qui a pris fin en juillet 2000 a permis de dégager un consensus entre tous les bailleurs de fonds sur une série d'indicateurs de performance pour les domaines prioritaires de l'action gouvernementale que sont : l'éducation de base, la santé de base et la gestion budgétaire. Ces indicateurs seront désormais utilisés par tous pour les décisions en matière de déboursement de l'aide financière sous forme d'appui budgétaire.

Les objectifs spécifiques de cette réforme sont : i) d'améliorer et de renforcer l'appropriation par le gouvernement du processus de définition, de suivi et d'évaluation des politiques ; ii) de lisser les flux d'aide et réduire les suspensions d'aide qui provoquent de brutales perturbations dans la gestion de la trésorerie de l'Etat ; iii) d'améliorer l'efficacité de l'aide grâce à un suivi des programmes sur la base d'indicateurs de performance mesurables et préalablement identifiés ; iv) et d'améliorer la coordination des actions entre les bailleurs de fonds.

2.2.4. La dette extérieure

Le Burkina Faso a bénéficié, depuis son entrée au programme d'ajustement structurel, d'importants financements extérieurs. Aussi, la dette publique extérieure du pays (y compris les arriérés) a-t-elle sensiblement progressé au cours de la décennie, passant de 266,6 milliards de FCFA en 1990 à 947,8 milliards en 1999. Cette évolution a été surtout marquée par la

dévaluation du franc CFA en 1994 qui a eu pour conséquence le doublement de la dette du fait de la réévaluation portant ainsi son niveau de 386,7 milliards en 1993 à 750,6 milliards en 1994.

Une des particularités de la dette publique du Burkina Faso est qu'elle a une forte composante de dette extérieure, soit en moyenne 95 % de la dette globale. A la fin de 1999, le stock de la dette s'élevait à 947,8 milliards de FCFA soit (59,7 % du PIB) dont 95,4 % au titre de la dette extérieure. Le service de la dette est passé de 25,4 % des exportations en 1994 à 33,9 % en 1999.

En examinant certains ratios caractéristiques de la dette extérieure, on relève les évolutions suivantes :

- le rapport encours de la dette publique extérieure sur le Produit Intérieur Brut (PIB) est passé de 44,6 % en 1993 à 59,7 % en 1999 ;
- le rapport encours de la dette publique sur les exportations de biens et services est passé de 432,5 % en 1993 à 594,1 % en 1999 ;
- quant au ratio service de la dette extérieure sur recettes d'exportation, il est passé de 17,1 % en 1993 à 33,9 % en 1999 dépassant ainsi le seuil critique de 20 % à partir duquel, la charge de la dette exige «un suivi attentif».

Nonobstant les différents rééchelonnements et annulations de dette, le poids de la dette est très important et demeure une préoccupation pour le pays. Pour ce qui concerne la dette publique totale, le ratio de l'encours sur le PIB ne fait que croître. De 45% en 1993, il s'est établi à 59,7% en 1999. Le ratio service de la dette rapporté aux exportations se situe en 1999 à 33,9% contre 17,1% en 1993. Cette tendance s'observe également au niveau du ratio service de la dette sur recettes courantes alors même que le service de la dette sur certains financements commence à peine à courir. Il est donc à prévoir un volume plus important du service de la dette dans les années à venir.

Aussi, le pays a-t-il entrepris d'autres actions visant à obtenir la réduction de sa dette. Il a élaboré son cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (condition d'accès à l'allègement de la dette pour les pays en développement) qui a été approuvé par la BM et la FMI respectivement en Juin et juillet 2000. Le Burkina Faso bénéficie, dans le cadre de la réduction de la dette, de l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE), de la transformation de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée (FASR) en facilité pour la croissance et la réduction de la pauvreté (FCRP) qui sont autant de gage de la communauté financière internationale d'accompagner les Etats qui accusent un déficit social profond .

Par ailleurs, dans un souci d'allègement de la charge du service de la dette multilatérale qui constitue la grande proportion du fardeau de l'endettement extérieur du Burkina Faso, le gouvernement, dans le cadre de son programme d'investissements publics, retiendra en priorité les projets capables de générer des ressources nécessaires au remboursement de ses prêts. De même, les gaps de financement seront couverts autant que possible exclusivement par des dons bilatéraux dans le cadre de l'appui au PAS.

Enfin, dans l'optique d'une amélioration de la gestion de la dette, le gouvernement a mis en place une gestion informatisée de la dette depuis juin 1998. Le Comité National de la Dette Publique et la Cellule de Stratégie d'endettement sont aujourd'hui fonctionnels et permettent une supervision des initiatives en matière d'emprunts, une meilleure formulation et un suivi efficace de la stratégie nationale d'endettement.

2.2.5. l'Investissement Etranger Direct (IED)

L'investissement étranger direct (IED) peut être une importante source de financement du développement.

Au Burkina Faso, l'IED porte essentiellement sur les prises de participation par les étrangers dans le capital social des entreprises installées dans le pays, notamment dans le secteur minier. Ainsi, les opérations sur investissements directs se sont soldées par un excédent de 8 317 millions de FCFA en 1996, de 6 703 en 1997 et de 2 590 en 1998 soit une baisse de 61,4 % en 1997-1998 et de 68,9 % entre 1996-1998. Cette baisse s'explique par un ralentissement des investissements directs dans le secteur minier, notamment celui d'or.

L'IED au Burkina Faso concerne aussi les transactions sur titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10 % du capital social des entreprises concernées, les opérations sur titres de créances ainsi que celles se rapportant aux instruments du marché monétaire.

En dépit des mesures adoptées pour renforcer le cadre réglementaire et législatif, les flux d'IED ont été très faibles ces dix dernières années.

2.2.6. l'Initiative pour les pays pauvres très endettés

Les mesures internationales d'appui ont également porté sur la mise en place de dispositifs pour apporter aux pays pauvres très endettés (PPTE) les financements extérieurs souhaités en vue d'alléger la charge de leur dette. A cet effet, en septembre 1997, grâce aux efforts entrepris par le gouvernement en matière de réformes économique, politique et sociale, les Conseils d'administration de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI) ont déclaré le Burkina Faso admissible au bénéfice d'une aide au titre de l'initiative PPTE de base et convenu de fixer le point d'exécution en avril 2000. Afin d'assurer un allègement plus rapide et plus complet d'une part et de renforcer les liens entre l'allègement de la dette et la réduction de la pauvreté d'autre part, le G7 réuni à Cologne en juin 1999 a adopté l'initiative PPTE renforcée. Ainsi, le pays a bénéficié d'un allègement de sa dette évaluée 700 millions de dollars en valeur nominale. Les ressources dégagées au titre de l'initiative PPTE serviront à financer des actions de lutte contre la pauvreté pour les secteurs prioritaires suivants : éducation, santé, eau potable, agriculture, élevage et pistes rurales tel qu'il ressort du tableau suivant.

Tableau 7 : Coûts additionnels des mesures de lutte contre la pauvreté pour les secteurs prioritaires et affectation

des ressources PPTE (en milliards de FCFA)				
Secteurs prioritaires	2000	2001	2002	2003
Santé	5,04	11,89	12,99	11,64
Education	6,27	12,52	12,88	13,26
Eau potable	0,05	0,05	0,05	0,05
Agriculture	0,00	2,75	2,65	2,60
Elevage	1,60	1,60	1,60	1,60
Pistes rurales	1,50	3,00	3,00	3,00
Total	14,46	31,80	33,17	32,15
Ressources PPTE	10,250	25,0	25,60	25,90
Besoin de financement résiduel	4,21	6,80	7,57	6,25

Source : Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté

Conclusion : le Burkina Faso, grâce à l'appui constant de la communauté internationale a développé de nombreuses initiatives de lutte contre la pauvreté, l'ignorance et la maladie, la dégradation et la destruction de l'environnement. L'attention particulière de la communauté internationale à l'endroit du Burkina Faso a permis, grâce à un certain nombre de mesures d'appui (APD, allègement de dette, IED,...) de mobiliser d'importantes ressources financières pour les énormes besoins de développement du pays.

L'analyse des grandes tendances de l'aide a permis de conclure à une bonne progression des flux d'aide et à une meilleure répartition sectorielle. Les évaluations des différents programmes de coopération bilatérale et multilatérale reconnaissent à juste titre la pertinence des domaines de concentration couverts par rapport aux priorités de développement du pays. Toutefois, des insuffisances subsistent : (i) faible coordination des différentes interventions; (ii) faible capacité nationale dans la formulation, l'exécution, le suivi et l'évaluation des projets et programmes ; (iii) tendance à la baisse de l'APD ces dernières années.

Aussi, le Burkina Faso devra-t-il garder le souci constant de poursuivre ces efforts vers (i) les initiatives en faveur des pauvres, notamment les femmes ; (ii) une bonne gestion économique ; (iii) la suppression des contraintes à la production pour accélérer la croissance et créer des emplois ; (iv) le développement des ressources humaines ; (v) l'amélioration de la compétitivité pour accroître sa part de marché dans le commerce régional et mondial ; (vi) une meilleure coordination et gestion de l'aide extérieure ; (vii) la promotion d'une bonne gouvernance caractérisée par la transparence, la responsabilité, l'intégrité et l'efficacité des institutions et pratiques de l'administration publique, du secteur privé et de la société civile.

III – LE PROGRAMME D’ACTION 2001-2010

3.1.Éléments de base du programme d’action 2001-2010

3.1.1.Vision de développement du Burkina Faso

La vision de développement du Burkina Faso sur la période 2001-2010 s’inspire de la Lettre d’intention de politique de développement humain durable (1995-2005) et du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Leur finalité est de centrer la stratégie de développement du pays sur le concept de sécurité humaine. Ce renouveau de politique économique et sociale est guidé par les principes fondamentaux suivants : (i) le renforcement des actions visant à réduire la pauvreté et le déficit social par la recherche du maximum d’impact des dépenses publiques sur les indicateurs sociaux; (ii) l’implication des populations et de la société civile dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi des politiques et programmes de développement ; (iii) la transparence des procédures budgétaires et de la gestion des ressources publiques ; (iv) la promotion de l’équité et l’égalité des chances entre les différentes couches sociales et les sexes sans restriction de libertés publiques et civiques.

L’axe central de cette politique consistera à assurer à l’économie une croissance soutenue et plus robuste afin de réduire de manière sensible l’incidence de la pauvreté. Cette option nécessite la poursuite de politiques macro-économiques de qualité et devrait conduire à une augmentation sensible des dépenses (notamment d’investissement) afin de réaliser les réformes nécessaires. Elle s’appuie sur le renforcement du processus de décentralisation, les actions de modernisation de l’administration publique et la gestion rationnelle des ressources naturelles. Elle repose enfin sur un développement optimal des ressources humaines et une meilleure insertion du pays dans le processus d’intégration régionale et de mondialisation.

Les objectifs quantitatifs majeurs poursuivis par le Gouvernement au cours des années à venir sont : (i) accroître le Produit intérieur brut (PIB) par habitant d’au moins 3% par an entre 2000 et 2002 et de 4 à 5% par an à partir de 2003; (ii) maintenir le taux d’inflation à un niveau inférieur à 3% par an ; (iii) réduire l’incidence de la pauvreté de 45,3% en 1998 à 40% en 2005 et à moins de 30% à l’horizon 2015; (iv) améliorer l’espérance de vie d’au moins dix (10) ans pour atteindre 57 ans en 2005.

Pour atteindre ces objectifs de développement, le gouvernement s’est assigné des missions dans quatre secteurs prioritaires (Education, Santé, Eau potable, Agriculture – Elevage – Gestion des ressources naturelles) dont la réalisation permettra d’avoir un impact significatif sur la réduction de la pauvreté. En effet, le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) défini par le gouvernement a pour ambition de concilier les nécessités de réformes structurelles et de redressement de l’économie aux objectifs d’accroissement des revenus des pauvres et de transferts aux plus démunis. Les actions prioritaires additionnelles retenues dans ce CSLP couvrent quatre axes stratégiques : i) Promouvoir une croissance durable, accélérée et équitable ; ii) Garantir l’accès des pauvres aux services sociaux de base ; iii) Elargir les opportunités en matière d’emplois et d’activités génératrices de revenus pour les pauvres ; iv) Promouvoir la bonne gouvernance. A ce titre, le CSLP sert de support à l’évaluation des performances du pays en matière de développement social, notamment dans le cadre global de la relation entre l’allègement de la dette et la lutte contre la pauvreté. C’est dans ce contexte que le pays vient de bénéficier d’une réduction de dette de 700 millions de dollars en valeur nominale.

3.1.2. Contenu du programme d'action national 2001-2010

Le principal défi que doit relever le pays en matière de développement à l'aube du nouveau millénaire est de trouver les moyens de réduire l'ampleur et l'étendue de la pauvreté tout en transformant la structure de son économie. La pauvreté étant source de ralentissement du progrès économique et social au Burkina Faso, le relèvement de ce défi constituera l'élément central du programme d'action 2001-2010.

Le programme d'action national 2001-2010 ne remet pas en cause les projets et programmes en cours d'exécution. Il sert de plate-forme et de direction à : i) la politique de développement du système éducatif ; ii) au plan national de développement sanitaire ; iii) au volet national de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement ; iv) au programme national de développement rural décentralisé axé sur la lettre de politique de développement rural décentralisé ; v) au plan national de bonne gouvernance ; vi) au programme d'action national de lutte contre la désertification, etc, qui seront poursuivis et complétés par des actions prioritaires ciblées sur l'accélération de la croissance et la réduction de la pauvreté.

Aussi, le programme d'action national 2001-2010 sera-t-il axé sur les priorités nationales suivantes : (i) élimination des contraintes à la production pour accélérer la croissance et transformer l'économie ; (ii) développement des ressources humaines pour accroître la productivité de l'économie ; (iii) promotion de la bonne gouvernance pour une meilleure mobilisation et gestion des ressources financières ; (iv) suppression des contraintes à la compétitivité de l'économie pour augmenter la part de marché dans le commerce régional et mondial et attirer les flux de capitaux internationaux et d'investissements.

i) Sous – programme 1 : Accélération de la croissance et transformation de l'économie

Pour réduire la pauvreté au Burkina Faso, le gouvernement entend réorganiser les structures de production afin d'enregistrer des taux de croissance soutenue de 8% en moyenne et espérer obtenir un taux de croissance du PIB réel par habitant de 4 à 5% par an. Ces taux de croissance élevés ne sont envisageables sans un investissement massif dans les ressources humaines et dans les infrastructures économiques de base (au moins un taux de 25%) qui permettent d'accroître la productivité globale des facteurs. Il exige également une meilleure allocation des ressources. Ainsi, la stratégie du gouvernement reposera sur une gestion prudente et stable de la sphère macro-économique et sera axée sur un cadre budgétaire à moyen terme systématisé pour s'assurer que les fonds publics produisent le maximum d'impact. De même, il entend poursuivre les réformes institutionnelles et structurelles de nature à améliorer l'environnement économique. Le secteur privé bénéficiera des initiatives de privatisations du gouvernement. Le programme d'investissements publics sera consolidé (approfondissement des budgets – programmes) dans le but d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques. Une haute priorité sera accordée aux dépenses sociales dans un souci d'équité. En outre, le gouvernement compte sur les secteurs porteurs, notamment celui des exportables (coton, produits d'élevage, or, fruits et légumes, cuirs et peaux, textiles et artisanat). Le secteur secondaire en particulier sera restructuré en poursuivant la réduction des monopoles. Par conséquent, un investissement massif dans le domaine de l'infrastructure économique est nécessaire pour réduire les coûts des facteurs et consolider les secteurs de soutien à la production. Les secteurs des nouvelles technologies de l'information et de la communication, de la poste et de l'énergie bénéficieront des appuis

conséquent de l'Etat. La recherche d'une croissance durable dans l'équité sera complétée par une série de programmes ciblés sur la gestion des ressources naturelles.

ii) Sous – programme 2 : Développement des ressources humaines

Le gouvernement entend développer des initiatives visant à améliorer le pouvoir d'achat des populations vulnérables et assurer leur accès aux services sociaux de base, notamment par la promotion du développement rural et des activités génératrices de revenus, et le renforcement de l'efficacité des services sociaux de base (éducation de base, santé base, eau potable et assainissement, cadre de vie). A cet effet, la faible productivité du secteur agricole et de l'élevage sera compensée par la mécanisation, la formation des producteurs agro-pastoraux, la professionnalisation et la constitution des organisations paysannes et d'éleveurs. L'objectif est de parvenir à un accroissement des revenus des producteurs agricoles et des éleveurs en transformant l'activité agro-pastorale actuelle de subsistance en une activité commerciale liée au marché. Le plan national de développement sanitaire, élaboré dans l'optique de renforcer et d'accélérer la décentralisation du système de santé, devra faciliter la mise en œuvre d'une politique sanitaire de proximité. Quant à l'éducation, le programme veillera à ce qu'une priorité soit accordée aux populations les plus vulnérables (filles et monde rural), aux écoles satellites et aux centres d'éducation de base non formelle.

iii) Sous – programme 3 : Promotion de la bonne gouvernance

Le gouvernement envisage renforcer les principes généraux de la bonne gouvernance que sont la démocratie participative, la responsabilisation, la transparence et la primauté du droit afin de créer les conditions favorables à une croissance, une paix et une justice durables. Le programme s'attachera principalement à corriger les insuffisances observées au niveau de l'application des principes énoncés dans le plan national de bonne gouvernance (PNBG) en matière de respect des droits de l'homme et de l'indépendance de la justice, en dépit des solutions déjà proposées dans le cadre de la médiation et de la conciliation. En outre, il veillera à la mise en place du cadre institutionnel chargé de la mise en œuvre du PNBG.

A cet effet, le gouvernement s'appuiera sur la Société Civile caractérisée par la présence massive d'un mouvement associatif à la base (6000 associations et 12000 Groupements Villageois) créé librement et d' un nombre important d'organisations non gouvernementales (plus de 200 ONG) s'investissant dans la promotion du développement économique et social des populations défavorisées. De même, une attention particulière sera accordée aux associations des droits de l'homme (au nombre de 10), de défense des consommateurs (au nombre de 2) et surtout aux associations féminines (environ 150) pour la promotion et la défense des droits humains et particulièrement ceux de la femme. Il s'appuiera également sur le rôle actif des institutions coutumières et religieuses visant à assurer la conciliation et rechercher la concorde nationale.

Le gouvernement s'attellera à promouvoir une Société Civile capable d'influer sur les différentes décisions politiques et économiques et de constituer à la fois un contre poids social et un partenaire privilégié pour le gouvernement. Il créera les conditions d'une plus grande participation de la Société Civile à la gestion des affaires pour la rendre plus active et plus dynamique en lui offrant un cadre institutionnel adéquat et un appui conséquent notamment par:

- la mise en place d'un Observatoire National de prévention et de gestion des conflits sociaux dont les objectifs visent d'une part à renforcer la collaboration entre les différentes associations, institutions et ONG s'intéressant à l'émergence de la Société Civile et au développement à la base et d'autre part, à mettre en place des mécanismes de concertation en vue de coordonner les interventions des différentes organisations concernées par la prévention et la gestion des conflits au plan national et régional ;
- la mise en place d'un réseau national de lutte contre la corruption. La bonne gouvernance est incomplète avec la corruption car elle constitue un dysfonctionnement majeur de l'appareil politique et administratif. Même si la côte d'alerte n'est pas atteinte au Burkina Faso, la création de ce réseau constituera un moyen préventif efficace de la bonne gouvernance ;
- la mise en place d'une mémoire institutionnelle dans le domaine de la supervision des consultations électorales et l'observation de la démocratie afin de capitaliser l'expérience acquise.

iv) *Sous – programme 4 : Promouvoir la coopération régionale et tirer parti de la mondialisation*

Le processus d'intégration régionale et la mondialisation constituent une opportunité sans précédent pour le développement économique du pays. Le gouvernement burkinabé est conscient que l'ouverture régionale et mondiale est une force dynamique qui peut agir sur la croissance, la réduction de la pauvreté et le développement durable du Burkina Faso. L'actuel courant de développement d'ensembles régionaux comme l'UEMOA et la CEDEAO constituent autant d'opportunités pour bénéficier d'un vaste marché pour les produits nationaux.

Toutefois, pour mieux s'insérer dans le processus sous régional, le Burkina Faso devrait pouvoir d'une part accroître la compétitivité de son économie et d'autre part diversifier sa production de biens et services et en faciliter le stockage et l'écoulement vers les grands centres régionaux de consommation. Cependant, l'absence d'infrastructures et surtout la faiblesse du réseau d'accès aux zones de production est une des principales contraintes au développement des zones rurales et notamment dans le domaine agricole. Cette situation entrave très fortement le stockage et l'écoulement de la production, le transport et le déroulement des activités commerciales et conduit les populations rurales à se confiner dans une agriculture de subsistance et dans des conditions de vie particulièrement précaires. Le développement des infrastructures est une condition essentielle pour l'amélioration du niveau de vie des populations rurales et la promotion des produits d'exportation. La nature de l'enclavement du pays ne saurait donc être utilisée pour justifier la lenteur des progrès en matière de commerce extérieur. Car dans un contexte d'ouverture des frontières à l'intérieur de l'espace sous régional et de mondialisation des échanges, le repli sur elle-même de l'agriculture burkinabé entamerait davantage sa faible productivité actuelle et compromettrait sa capacité à dégager des ressources pour faire face au coût de la modernisation. Dans ce contexte et dans le cadre de la diversification des productions, et compte tenu de l'importance effective et potentielle de certaines filières de cultures de rente dans l'économie nationale, l'amélioration de la compétitivité des filières sera encouragée.

C'est pourquoi, dans le cadre du présent programme d'action, des mesures internationales énergiques devront être prises (suppression des obstacles commerciaux) pour lui permettre de s'intégrer efficacement dans l'économie mondialisée. Quant au gouvernement, il entend entreprendre les actions spécifiques suivantes :

- opter clairement pour une politique d'ouverture, notamment pour un « régionalisme ouvert », c'est-à-dire que l'intégration régionale est accompagnée d'une plus grande ouverture de l'ensemble de la zone sur le reste du monde. A cet effet, le Burkina Faso pays se dotera très prochainement d'une lettre d'intention de politique de développement du commerce international. Une telle lettre d'intention conduira le pays à mettre en place le dispositif qui permet un tel développement ;
- diversifier le contenu et la destination des exportations : les exportations du Burkina Faso reposent sur des produits primaires dont les cours sont particulièrement volatiles. Une restructuration de la production, le contrôle de la qualité et la conformité des produits aux normes internationales, suivis d'effort de promotion commerciale, peuvent conduire à conquérir des parts importantes de marchés ;
- assurer la transparence dans les transports et contrôles routiers : le Burkina Faso, tout comme les autres pays membres de l'UEMOA, poursuivra l'effort nécessaire de réduire la multiplicité des contrôles routiers qui nuit au commerce sous – régional. Des dispositions seront prises pour que tout le contrôle se fasse à la frontière.

Par ailleurs, le gouvernement entend coupler la stratégie régionale avec la libéralisation/privatisation du secteur des infrastructures, notamment pour les télécommunications, l'énergie et les transports aériens. Enfin, l'assainissement du cadre macro – économique et institutionnel sera renforcé et le gouvernement mènera une politique budgétaire prudente à même de respecter les normes de convergence retenus dans le cadre de l'UEMOA afin de réduire les risques et les coûts des transactions pour les opérateurs économiques étrangers comme locaux et mériter la confiance des investisseurs. Plus spécifiquement, un effort sérieux sera poursuivi pour la réduction des taxes et des droits d'entrée, la fiscalité des entreprises, l'allégement des formalités administratives et la mise en place d'un appareil judiciaire efficace à même de protéger les personnes et les biens.

En tout état de cause, le programme d'action national 2001-2010 poursuivra les réformes macro-économiques, sectorielles ainsi que les réformes structurelles et institutionnelles nécessaires pour accélérer la croissance et réduire la pauvreté.

3.1.2.1. Politiques macro-économiques et réformes structurelles

Le Gouvernement burkinabé est conscient que pour atteindre les objectifs du programme d'action, il doit nécessairement :

- (i) modifier le paradigme macro-économique du pays . En effet, il entend mettre en œuvre une combinaison de politiques budgétaire, de crédit et d'investissements publics (équipements et capital humain) qui devrait permettre de placer l'économie sur une voie de croissance accélérée et soutenue tout en maintenant la consommation à un niveau adéquat. Le but poursuivi est d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté en 2015 avec un taux de croissance du PIB de 8% en moyenne annuelle (contre 5% sur la période 1995-99), un taux d'inflation plafonné à 3%, et un coefficient actuel de réduction de la pauvreté par rapport au revenu moyen estimé à 2 ;
- (ii) mettre en œuvre un programme de réformes structurelles plus audacieux pour éliminer les obstacles au développement du secteur privé et accélérer le processus d'intégration du Burkina dans l'économie régionale et mondiale. Il faudra, pour ce faire, diversifier

l'économie, investir dans les ressources humaines, réduire le coût élevé de l'électricité, des télécommunications et des transports, améliorer le régime fiscal et développer les circuits d'intermédiation financière.

3.1.2.2. Politiques et réformes sectorielles

Le gouvernement entend également lever les contraintes sectorielles qui nuisent à la compétitivité globale de l'économie et constituent des freins à l'accélération de la croissance. C'est pourquoi, dans le cadre du présent programme d'action, des mesures seront prises pour renforcer la base de production, améliorer les connaissances techniques et la productivité, accroître les flux de capitaux et le volume des échanges commerciaux, fournir des services essentiels de manière plus efficace afin de rendre l'économie compétitive aux plans régional et international. La stratégie se focalisera particulièrement sur deux préoccupations majeures, en l'occurrence les secteurs de production, piliers de la croissance, et les facteurs « leviers » sur lesquels il faut agir afin d'améliorer la compétitivité et accélérer la croissance.

i) Agriculture – Elevage et Gestion des ressources naturelles

Le gouvernement, dans le Plan Stratégique Opérationnel (PSO) de croissance durable du secteur de l'agriculture (2000-2010) et le plan d'action sectoriel de l'élevage, s'engage à faire de la relance de la production agro-pastorale un des axes majeurs de sa politique de développement. Aussi, a-t-il retenu sept grands axes d'orientations stratégiques qui sont :

- favoriser le développement de l'économie de marché en milieu rural ;
- moderniser les exploitations
- favoriser la professionnalisation des différents acteurs et renforcer leurs rôles ;
- assurer une gestion durable des ressources naturelles ;
- accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- améliorer sensiblement le statut de la femme rural ;
- recentrer le rôle de l'Etat et favoriser l'initiative privée.

Pour la mise en œuvre des programmes prioritaires, les principes généraux à respecter sont les suivants :

- favoriser l'investissement en milieu rural et accroître le financement du secteur agricole ;
- promouvoir la mise en œuvre des actions de développement par les structures représentatives des bénéficiaires, dans le cadre du recentrage des fonctions de l'Etat ;
- favoriser le transfert de la maîtrise d'ouvrage aux populations locales et aux structures bénéficiaires organisées et reconnues juridiquement ;
- créer les conditions pour une concertation verticale et horizontale fructueuse entre les différents acteurs ;
- mettre en place un système de suivi évaluation.

Dans le domaine de l'agriculture, les objectifs généraux retenus pour la période 2000-2010 sont : i) accroître de 8 à 10% par an la production agricole; ii) contribuer à la croissance des revenus des exploitants agricoles d'au moins 3% par an ; iii) optimiser le plan de production et de productivité des ressources naturelles du pays ; iv) porter le taux de mécanisation agricole de 35% à 65% d'ici 2010.

Dans le domaine de l'élevage , le plan d'action vise spécifiquement à :

- protéger l'élevage traditionnel des menaces qui pèsent sur lui et consolider sa productivité pour accroître les revenus chez ceux qui la pratiquent ;
- encourager et intensifier le développement d'un élevage moderne hautement productif pouvant intéresser de nouveaux acteurs et créer des emplois ;
- intensifier l'ensemble des actions permettant d'accroître la contribution de l'élevage à la balance des paiements et à l'amélioration de la valeur ajoutée.

Pour ce faire, le plan d'action poursuit les objectifs de développement suivants :

Pour le secteur privé et les organisations d'éleveurs

- Mettre en place des leviers de développement capables de réduire les contraintes sur les plans organisationnel, du crédit, de la commercialisation et de la transformation ;
- Encourager la professionnalisation des acteurs et la création d'organisations d'éleveurs et de femmes par filière représentative sur les plans régional et national.
- Accélérer le processus de privatisation des entreprises de transformation.

Pour les institutions

- Renforcer le cadre institutionnel du Ministère des Ressources Animales ;
- Introduire le volet élevage au sein de la table de concertation sur l'agriculture ;
- Elaborer des programmes adaptés à la clientèle et aux catégories d'éleveurs par filières

Sur le plan quantitatif, les objectifs portent sur les aspects de la productivité de l'élevage et leurs effets sur la production animale. Il s'agira de faire passer en 2010 :

Pour ce qui concerne la filière bétail/viande :

- La productivité numérique des bovins de 0,5 à 0,6 et leur productivité pondérale en kg de 113 à 125 ;
- La productivité numérique des petits ruminants de 0,99 à 1,10 et leur productivité pondérale en kg de 9 à 11kg pour les ovins et de 8 à 10 pour les caprins ;
- La productivité numérique des porcs de 9 à 11 et leur productivité pondérale en kg de 24 à 30 .

Pour ce qui concerne la filière lait : faire passer la productivité laitière de 110 litres par jour à 360 litres

Pour ce qui concerne l'aviculture : faire passer la productivité des poules pondeuses de 45 à 93 et des pintades de 105 à 110 ;

Pour ce qui concerne les autres filières : faire passer la productivité des équins de 225 à 227,5 ; maintenir la productivité des asins à 51 et celles des camelins à 150.

Le plan d'action du secteur de l'élevage comporte neuf programmes prioritaires

- Le programme d'appui au développement de l'élevage traditionnel et à la valorisation des zones pastorales qui comprend cinq (5) projets prioritaires :
 - Aménagement, valorisation et gestion des zones pastorales.

- Aménagement des pistes à bétail.
 - Appui au développement du petit élevage villageois.
 - Suivi des ressources pastorales.
 - Appui à l'organisation de la transhumance ;
- Le programme d'appui au développement de l'aviculture villageoise avec quatre (4) projets prioritaires :
 - Lutte contre la maladie de Newcastle et les autres maladies prioritaires de la volaille.
 - Promotion de l'élevage de la pintade.
 - Amélioration génétique des volaille en élevage familial.
 - Mise au point de matériels d'élevage et d'équipements adaptés à l'aviculture villageoise ;
- Le programme de lutte contre les trypanosomiasés animales, composé de deux (2) projets prioritaires :
 - Identification des zones infestées.
 - Lutte intégrée contre les trypanosomes animales ;
- Le programme national de lutte contre les épizooties et à la surveillance sanitaire qui comprend quatre (4) projets prioritaires :
 - Epidémiologie-surveillance
 - Réactualisation de la carte épidémiologique du Burkina Faso
 - Recherche sur les causes de mortalité des petits ruminants et des pintadeaux
 - Lutte contre la maladie de Newcastle et les autres maladies principales de la volaille;
- Le programme d'appui à l'exercice privé des professions de vétérinaires et de zootechniciens composé de quatre (4) projets prioritaires :
 - Soutien à l'installation de vétérinaires et zootechniciens privés (en matière de gestion, de formation, d'appui à l'obtention de crédits, d'incitation à l'organisation professionnelle).
 - Appui à l'installation de cabinets d'appui conseil aux producteurs.
 - Appui à la création d'unités d'aliments de bétail.
 - Appui à la création de fermes pilotes ;
- Le programme d'amélioration de la productivité animale avec six (6) projets prioritaires :
 - Amélioration de la productivité de l'élevage traditionnel par la sélection (bovins, ovins, caprins, porcs, volaille).
 - Amélioration des élevages intensifs par croisements (lait bovin, viande ovine, porc) avec des races pures importées (bovins laitiers, porcs).
 - Diffusion de semences améliorées (centre d'insémination, stations de multiplication et de conservation).
 - Appui aux élevages non conventionnels.
 - Appui à la mise en place d'une table filière pour le bétail et la viande.
 - Appui à la mise en place d'une organisation faîtière des éleveurs ;
- Le programme d'appui à la professionnalisation de l'élevage et de soutien au secteur privé qui comprend quatre (4) projets prioritaires :

- Réhabilitation aux normes internationales de l'abattoir frigorifique de Ouagadougou.
 - Construction d'un abattoir frigorifique aux normes internationales à Bobo-dioulasso.
 - Construction d'infrastructures d'élevage adapté dans les dix (10) villes moyennes et certains chef-lieux de provinces (marché à bétail, abattoirs séchoirs, aires d'abattage, étales de boucherie, tanneries, etc.).
 - Appui aux initiatives privées en matières de commercialisation du bétail et des produits animaux ;
- Le programme d'appui à l'alimentation et à l'hydraulique pastorale avec trois (3) projets prioritaires :
 - Intensification de la production de fourrages : aménagement et gestion des parcours, intensification de la fauche (mécanisation, fénils), intensification des cultures fourragères à double objectif (variété à haute valeur).
 - Production de concentrés (intensification de la production agricole, transformation des produits alimentaires pour bétail).
 - Appui à l'hydraulique pastorale : aménagement de puits à grand diamètre, de barrages pastoraux, réhabilitation des ouvrages défectueux ;
 - Le programme d'appui à la filière lait composé de trois (3) projets prioritaires :
 - Amélioration du potentiel génétique, de l'alimentation et de la santé animale (confère programme 6).
 - Appui à la filière lait (amélioration de la collecte, de la transformation et de la commercialisation du lait et des produits laitiers).
 - Mise en place d'unités de transformation laitière.

Pour atteindre les objectifs ci – dessus retenus, la stratégie globale du gouvernement consistera à renforcer son rôle d'appui – conseil aux opérateurs privés, accroître ses efforts pour développer les infrastructures (transports, eau, énergie, communication) et améliorer la qualité des ressources humaines. En outre, il prendra des mesures pour faciliter l'accès des paysans et éleveurs aux équipements et au crédit. En effet, le passage à une agriculture plus mécanisée et à un élevage intensif, s'appuyant sur la maîtrise de l'eau et la professionnalisation des acteurs comme vecteur de développement et de diversification des productions agro-pastorales, apparaît pour le Burkina comme une condition sine qua non pour une agriculture et un élevage durables capables de garantir des revenus stables aux producteurs agricoles et aux éleveurs.

Dans cette perspective, il entend approfondir les réformes visant à appuyer les organisations professionnelles agricoles et celles d'éleveurs pour mettre en place une chambre d'agriculture, améliorer leur productivité (formation, accès au crédit et équipements), et assainir les circuits commerciaux. Ces mesures seront partie intégrante d'un programme de sécurisation économique des agriculteurs et éleveurs articulé sur quatre éléments stratégiques i) la diminution de la vulnérabilité de l'activité agro-pastorale, ii) l'intensification et la modernisation de l'activité agricole et pastorale, iii) l'augmentation et la diversification des ressources en eau, iv) l'amélioration du désenclavement et du parcours des animaux.

En ce qui concerne la politique nationale de l'eau, elle accorde la priorité à l'approvisionnement en eau potable. Aussi, le Gouvernement s'est-t il fixé comme objectif d'améliorer la desserte et la couverture des besoins en eau pour toutes les couches de la population. Les réformes et actions nécessaires porteront notamment sur la création de 3000

points d'eau modernes (forages) à raison d'environ 1000 forages par an, la réhabilitation de 500 points d'eau existants et l'équipement des centres secondaires en systèmes d'adduction d'eau potable simplifiés. La nouvelle politique distingue trois volets en fonction des modalités de gestion:

- l'Approvisionnement en Eau Potable des centres urbains;
- l'Approvisionnement en Eau Potable des centres semi-urbains;
- l'Approvisionnement en Eau Potable des zones rurales et des villages.

Elle favorise une forte implication des collectivités dans la réalisation et la gestion des ouvrages. Cette nouvelle orientation de la politique nationale de l'eau qui couvre pratiquement tous les secteurs de l'économie tend à mettre en place une gestion intégrée des ressources en eau. Les orientations stratégiques retenues sont les suivantes :

1. retenir l'approche par bassin hydrographique comme cadre approprié pour la planification, la mobilisation, la gestion et la protection des ressources en eau;
2. promouvoir la coopération inter-régionale et internationale;
3. accroître l'efficacité et la capacité de gestion des services impliqués dans la mise en oeuvre de la politique nationale de l'eau;
4. mettre en oeuvre la stratégie d'assainissement et les mesures de protection des ressources;
5. mettre en place un réseau de surveillance de la qualité de l'eau. Favoriser l'émergence d'une expertise nationale capable de concevoir, exécuter, exploiter et entretenir les dispositifs d'observation de la ressource et son exploitation pour disposer d'une information fiable;
6. favoriser la prise en charge la plus complète possible de l'entretien des infrastructures hydrauliques par les structures de gestion d'usagers, dans le cadre d'une politique fiscale incitative;
7. donner la priorité à la réhabilitation, à la consolidation des infrastructures hydrauliques dans le souci de rentabiliser ou de viabiliser les investissements réalisés;
8. rechercher la rentabilité et/ou l'efficacité des investissements;
9. rechercher le moindre coût de maintenance et la durabilité des systèmes et ouvrages (AEP, assainissement, barrages, réseaux de surveillance);
10. réduire les risques liés à l'eau par une meilleure connaissance de ces risques et la mise en oeuvre des mesures préventives et améliorer la gestion des situations de crise.

En ce qui concerne la gestion de l'environnement, le gouvernement dispose de programmes spécifiques par sous secteur qui sont de nature à accélérer la protection et la gestion rationnelle des ressources naturelles : programme national de gestion des terroirs, programme forestier, programme national de lutte contre la désertification, programme de gestion intégrée de l'eau. L'objectif général de la politique environnementale est la recherche d'un équilibre socio-écologique et socio-économique pouvant contribuer à l'autosuffisance alimentaire, à la

satisfaction des besoins nationaux en énergie, bois de service et bois d'œuvre afin d'offrir les meilleures conditions de vie aux populations. Les objectifs spécifiques sont distincts et varient selon le sous secteur considéré :

en matière de lutte contre les pollutions et nuisances :

- susciter des changements de comportement des différents acteurs de gestion de l'environnement ;
- maîtriser les rejets des activités humaines dans l'environnement ;

en matière de lutte contre la désertification

- rédiger la première communication nationale en matière de changement climatique ;
- élaborer et la diffuser les textes d'application des différentes lois en matière d'environnement (code de l'environnement, code forestier, code de l'eau).

en matière d'aménagements paysagers

- reverdir les centres urbains et ruraux pour un environnement sain, beau, agréable et ombragé ;
- satisfaire les besoins en produits ligneux alimentaires et de pharmacopée des couches les plus défavorisées ;
- assurer la conservation des ressources naturelles et les diversités biologiques.

en matière de gestion des ressources forestières

- valoriser les ressources des volets faune, forêt et pêche ;
- assurer la conservation des diversités biologiques ;
- assurer la sauvegarde des espèces animales et végétales menacées de disparition ;
- améliorer le cadre de vie par la promotion d'activités forestières au niveau des terroirs villageois ;
- améliorer continuellement la connaissance et l'information sur les ressources naturelles par l'utilisation des techniques les plus appropriées.

ii) Mines et Industrie

Le gouvernement burkinabé entend faire des secteurs des mines et de l'industrie les bases d'appui du secteur privé. C'est pourquoi, il a adopté en octobre 1997 une nouvelle politique minière plus attractive. Les grandes orientations de la nouvelle politique minière du Burkina Faso s'articulent autour des points suivants :

- le nouveau code minier qui régleme l'exercice de toute activité minière sur le territoire burkinabé où les ressources minières sont la propriété de l'Etat et le domaine minier est ouvert à la libre entreprise;
- la fiscalité minière, très incitative, vise à accroître les recettes budgétaires tout en accordant aux investisseurs d'énormes avantages grâce à la mise en place d'une procédure d'octroi des exonérations ;
- la petite mine qui offre de nombreuses possibilités au Burkina Faso pour l'exploitation de gisements ;

- la formation pour la valorisation de l'expertise nationale tant publique que privée pour le développement du secteur minier.
- la protection et la gestion de l'environnement par l'établissement de cahiers de charge spécifique au secteur minier.

Depuis mars 1999, le gouvernement a entamé la mise en œuvre du Projet de renforcement des capacités en gestion minière et de l'environnement (PRECAGEME), de la Commission Nationale des Mines (CNM), du Fonds de Développement Minier (FDM). A travers ces structures, il entend mener la réactualisation des projets Tambao et Perkoa.

S'agissant de l'industrie, la nouvelle stratégie de développement industrielle adoptée en 1998 et conçue selon l'approche Gestion Stratégique du Développement Industriel (GSDI) est une approche permettant d'organiser un processus de coopération efficace et efficient entre le Gouvernement, le secteur privé et les institutions techniques et financières. Elle devra jouer un rôle important dans la promotion de la croissance et la réduction de la pauvreté. La Stratégie de Développement Industriel, dont l'objectif général est de créer un environnement favorable à la création d'industries compétitives, définit des stratégies sectorielles organisées autour de douze filières dont les objectifs stratégiques sont :

Pour la filière « coton ».

- l'incitation à la création de petites et moyennes industries (PMI) ;
- la transformation de la fibre ;
- la transformation de la graine en huile et en tourteaux de coton.

Pour la filière « céréales »

- la valorisation industrielle pour alléger les tâches domestiques des femmes.

Pour la filière « fruits et légumes »

- la valorisation industrielle ;
- l'utilisation de la capacité optimale des unités industrielles existantes ;
- la création de nouvelles PMI.

Pour la filière « oléagineux »

- l'accroissement des revenus d'exportation ;
- la réduction des coûts de production .

Pour les filières « lait, viande, cuirs et peaux »

- la valorisation des ressources nationales ;
- la réduction du déficit commercial par un accroissement de l'exportation des produits des filières ;
- l'augmentation du niveau de l'intégration de l'économie en amont au niveau de l'agriculture, en aval par l'utilisation des produits et sous-produits.

Pour la filière « fabrication et ouvrages en métaux »

- le soutien au développement des autres filières ;
- la valorisation des ressources locales.

Pour la filière « polymère : caoutchouc et plastique »

- la satisfaction des besoins locaux ;
- la promotion des exportations ;
- le soutien aux autres filières.

Pour la filière « carrières et matériaux de construction »

- la valorisation des ressources locales ;
- la satisfaction des besoins en matériaux de construction .

Les actions envisagées dans le cadre de la nouvelle stratégie de développement industriel visent surtout à maîtriser le secteur informel et les coûts de production, développer les exportations, réduire la pression fiscale, intégrer les femmes au développement, promouvoir les PMI rurales et diversifier les technologies utilisées tout en protégeant l'environnement. En outre, le gouvernement entend poursuivre les réformes et actions nécessaires à la promotion du secteur privé, notamment : i) parachever le processus de privatisation des entreprises publiques ; ii) créer les tribunaux de commerce ; iii) créer la maison de l'entrepreneur et « trade point » ; iv) dynamiser la commission de concertation Etat – Secteur privé. Ces actions devront à terme favoriser l'augmentation de la production industrielle, la création d'emplois et l'amélioration de la balance commerciale.

Concernant l'artisanat qui occupe une place importante dans l'économie burkinabé (mais qui souffre d'un problème d'organisation), l'objectif recherché par les autorités est de parvenir à une plus grande implication des acteurs de ce secteur (artisans, ONG, structures d'appui) pour permettre :

- une prise en charge réelle de leurs problèmes par les premiers concernés ;
- une auto – organisation des artisans pour une contribution plus responsable à la prise de décision et aux choix prioritaires à opérer ;
- un recentrage des interventions de l'Etat dans le cadre strict de ses missions d'encadrement et de régulateur des mutations à venir.

Le gouvernement entend prendre les mesures suivantes pour assurer un meilleur développement du secteur de l'artisanat :

En matière d'organisation

- Dynamiser la Commission Nationale pour la promotion de l'Artisanat (CNPA) ;
- Restructurer la Direction Générale de l'Artisanat (DGA) par un renforcement quantitatif et qualitatif de ses effectifs et de ses moyens d'interventions ;
- Procéder à une relecture du plan Directeur de l'Artisanat afin de restituer le rôle de chaque secteur ;
- Accélérer la mise en place de la chambre des métiers.

En matière de législation fiscale

- Instituer une carte professionnelle d'artisan pour le distinguer du commerçant ;
- Relire les différents codes pour dégager les dépositions internes d'encouragement à l'artisanat ;
- Lever les mesures fiscales qui empêchent l'accès des artisans aux marchés publics et favoriser un réseau de sous-traitance .

En matière de financement

- Créer un fonds d'appui au montage des micro-projets ;
- Rechercher les lignes de crédit destinées en priorité aux artisans ;
- Encourager l'émergence de fonds mutualistes ;
- Développer la formation en gestion-comptabilité des artisans.

En matière de promotion commerciale

- Renforcer les structures de promotion de l'artisanat : SIAO, ONAC ;
- Mettre en place une banque de données sur l'artisanat (produits, marchés, circuits de distribution et d'approvisionnement en intrants, équipements et outillages) ;
- Accélérer la mise en place du trade point de l'ONAC pour permettre l'accès des opérateurs économiques dont les artisans à l'Internet ;
- Former les artisans aux techniques de vente ;
- Entreprendre des missions de prospections commerciales ;

En matière de formation

- Accélérer la mise en place des organes de la loi d'orientation de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle à savoir :
 - le Conseil national de l'emploi et de la formation professionnelle où seront représentés des organisations d'artisans.
 - le fonds pour la formation professionnelle et l'apprentissage ;
- Développer l'alphabétisation au profit des artisans

iii) Infrastructures économiques

L'infrastructure économique est un élément majeur qui détermine la compétitivité à long terme d'une économie. Conscientes de cette situation, les autorités poursuivront les efforts de renforcement des infrastructures économiques susceptibles d'entraîner un changement durable de la capacité de production notamment la productivité globale des facteurs. Les facteurs primaires, en particulier l'énergie, les transports, les postes et les télécommunications bénéficieront des programmes spéciaux d'investissement afin de réduire les coûts de ces facteurs.

En matière d'électricité

- Améliorer l'organisation institutionnelle ;
- Maîtriser les coûts de l'énergie électrique ;
- Assurer une meilleure couverture des villes et des campagnes en énergie électrique et améliorer la situation énergétique du monde rural ;
- Arriver à une meilleure intégration de l'électricité au tissu socio-économique ;
- Accroître l'offre d'énergie électrique par encouragement de la production privée et contribuer à réduire la facture pétrolière du pays.

A court, moyen et long termes, les actions s'orienteront vers :

- La recherche de l'efficacité des institutions intervenants dans le secteur de l'électricité (administration, recherche, production et distribution) ;
- Le renforcement des capacités de certains centres de production ;
- La poursuite de l'électrification des centres urbains secondaires ;
- La mise en place des projets pilotes d'électrification rurale ;
- Le développement des programmes de maîtrise de l'énergie.

En matière de transport

Le gouvernement a élaboré, pour la période décennale 2001-2010, une stratégie des transports dont les objectifs devraient permettre de : (i) maintenir et développer la compétitivité des produits burkinabé sur les marchés intérieurs et extérieurs dans le contexte d'intégration régionale et de la mondialisation des échanges; (ii) améliorer l'accessibilité des zones enclavées, notamment les 250 chefs de département récemment mis en place dans le cadre de la décentralisation.

Pour ce faire, les projets d'investissement prévus pour la période 2000-2004 visent à :

- entretenir et réhabiliter les infrastructures et les équipements de transport pour préserver efficacement le patrimoine existant ;
- adapter à l'évolution de la demande de transport les niveaux d'aménagement des infrastructures de transport existantes.
- renouveler et renforcer les équipements de transport pour répondre aux impératifs de sécurité et pour améliorer l'offre de transport et les niveaux de service ;
- augmenter l'accessibilité des zones enclavées pour soutenir la mise en place de la décentralisation et la valorisation des sites touristiques.

IV) Population et Développement des ressources humaines

Politique de population

Le Burkina Faso dispose d'une Politique Nationale de population (PNP) depuis juin 1991. Pour tenir compte des décisions issues des grandes conférences internationales (Rio en 1992, Le Caire en 1994, Copenhague et Béijing en 1995 et Istanbul en 1996) et des mutations politiques et institutionnelles instaurant un Etat de droit accompagné d'un effort de décentralisation au Burkina Faso, la PNP a été relue par le Gouvernement et adoptée par l'Assemblée Nationale au cours de l'année 2000.

Le but de la PNP est de contribuer au bien être de la population par la recherche d'un équilibre entre population et ressources. Pour les quinze prochaines années (2001-2015), la PNP vise les six objectifs suivants : i) Contribuer à l'amélioration de la santé de la population, en particulier la santé de la reproduction ; ii) Améliorer les connaissances en population, genre et développement ; iii) Favoriser une répartition spatiale mieux équilibrée de la population dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire prenant en compte le phénomène migratoire ; iv) Promouvoir la prise en compte des questions de population, genre et développement durable dans les projets et programmes de développement au niveau national, régional et local ; v) Valoriser les ressources humaines ; vi) Assurer une coordination efficace et un meilleur suivi –

évaluation de la mise en œuvre de la PNP et des Programmes d'action en matière de population (PAP). L'opérationnalisation de la PNP se fera à travers des programmes d'action en matière de population (PAP) quinquennaux, le premier couvrant la période 2001-2005.

Education

La politique du gouvernement, à travers le plan décennal de l'éducation de base (2000-2009) et le plan stratégique décennal de l'éducation (1997-2006), vise d'une part la réduction des coûts de l'éducation de base pour en faciliter l'accès et, d'autre part, la réduction des effectifs par classe pour améliorer la qualité. Dans ce cadre, les objectifs retenus sont : i) atteindre un taux d'alphabétisation de 40% en 2008 ; ii) d'ici 2009, accroître, à un coût raisonnable, le taux brut de scolarisation primaire, de 40% à 70% (dont 65% pour les filles) ; iii) améliorer la qualité et l'efficacité du système éducatif pour faire passer le gain de productivité de 24% à 55%. En 2010 la politique reposera sur une meilleure coordination de l'aide extérieure et un accroissement (de 21,6% à 26%) de la part du budget de l'Etat dans le budget de fonctionnement de l'éducation. La part du budget de l'Education consacrée à l'éducation de base devra atteindre 60% et celle de l'alphabétisation 7%. D'autre part, elle bénéficiera d'un vaste programme de recrutement et de formation d'enseignants (notamment au niveau décentralisé), de construction et d'équipement de classes, de construction systématique de latrines dans toute nouvelle école pour un environnement sain et une bonne éducation intégrant l'hygiène et la santé, l'exemption des cotisations annuelles des parents d'élèves pour les élèves filles dans les vingt provinces les moins scolarisées et la poursuite de distributions gratuites de manuels scolaires. Enfin, elle privilégiera la promotion de l'éducation des filles, intégrera l'enseignement technique et la formation professionnelle et développera les filières de formation en ce qui concerne l'enseignement supérieur.

Santé

Le Burkina Faso s'est doté de nouvelles orientations dans le cadre de la politique nationale sanitaire (PSN) qui vise à réduire la morbidité et la mortalité, notamment en améliorant la qualité des soins et l'accessibilité des populations aux soins de base. Il est prévu, sur la période 1995-2005, de : i) ramener les taux de mortalité globale et infantile respectivement à 14 et 70 pour 1000 ; ii) réduire la malnutrition sévère et modérée chez les enfants de moins de 5 ans ; iii) porter de 50 à 100% le taux de couverture vaccinale contre les principales maladies (diphtérie, tétanos,...) ; iv) ramener le rayon d'accès aux centres de santé et de promotion sociale (CSPS) de 10 à 5 km ; v) doter les formations sanitaires de base en médicaments essentiels génériques ; vi) porter le taux d'usage des contraceptifs à 32 % en zones urbaines et 10% en zones rurales.

La politique sanitaire entend privilégier la prévention, la décentralisation du système de santé, la responsabilisation des populations et la recherche de nouvelles alternatives de financement de la santé (mutuelles notamment). Dans cette perspective, un accent particulier est mis sur le renforcement : i) du programme de lutte contre les grandes maladies ; ii) des mesures de prévention de la transmission des infections sexuellement transmissibles et du VIH/Sida et l'amélioration de la qualité de la prise en charge médicale et psychosociale des personnes vivant avec le VIH/SIDA (promotion des capacités de diagnostics et de traitement des affections opportunistes des malades du SIDA dans les formations sanitaires périphériques ; développement des services de conseils – dépistages à tous les niveaux du système de santé ; développement des stratégies alternatives d'hospitalisation ; iii) des mesures de protection des populations les plus démunies en rendant abordables les soins essentiels, notamment par la mise à disponibilité continue des médicaments essentiels et des vaccins au niveau des CSPS ; la poursuite de

l'allocation des ressources budgétaires au profit des districts sanitaires et la mise en place d'un dispositif de répartition de ces ressources aux formations sanitaires de district ; la réduction des prix pour l'usager des interventions préventives, en particulier la vaccination, la consultation prénatale, l'accouchement, l'imprégnation des moustiquaires; la poursuite de la prise en charge gratuite de la tuberculose, de la dracunculose et de la lèpre.

Emploi et sécurité sociale

Le gouvernement burkinabé a adopté, pour la période 2001-2005, un plan d'action national pour des emplois aptes à réduire la pauvreté (PANERP). La mise en œuvre de ce programme devrait permettre à terme : i) la création d'un environnement favorable au développement des structures de production quelle que soit leur forme juridique ; ii) la création effective d'emplois par de nouveaux entrepreneurs ; iii) le renforcement des capacités nationales d'élaboration de politiques et de stratégies d'emploi aptes à réduire la pauvreté au Burkina Faso. Les réformes seront poursuivies pour une bonne flexibilité du marché du travail avec l'implication du patronat et des syndicats.

Politiques et programme pour promouvoir la bonne gouvernance

Le gouvernement burkinabé a adopté un plan national de bonne gouvernance pour la période 1998-2003. Dans ce cadre, il entend : i) poursuivre la consolidation du cadre juridique et législatif de la décentralisation par le vote des textes d'application, la mise en œuvre de mécanismes financiers appropriés pour l'autonomie des communes, la sensibilisation de la population et la formation des élus et cadres locaux ; ii) renforcer les cadres juridique et réglementaire régissant les activités publiques et privées ; iii) poursuivre la mise en œuvre des budget – programmes, diffuser l'information économique et en améliorer la compréhension par les citoyens ; iv) mettre en place un réseau national de lutte contre la corruption pour observer et proposer des solutions ; v) renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire par la rupture du lien entre le magistrat et le garde des sceaux ; vi) accélérer la mise en place de la stratégie nationale en matière d'information statistique.

3.2. Chiffrage et financement du programme d'action 2001-2010

Le chiffrage du programme national d'action 2001-2010 prend en compte les sources de financement déjà identifiés (y compris les ressources attendues de l'Initiative PPTE). Compte tenu de son interaction avec le CSLP et dans un souci de rationalisation du cadre financier, il s'appuiera sur le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) mis en place par le gouvernement, en précisant les besoins de financement hors Initiative PPTE .

Besoins de financement extérieur

Sur la base du cadrage macro-économique, une reprise des recettes d'exportation est prévue à partir de 2001, en raison de celle attendue dans le secteur du coton et de la poursuite du redressement du secteur manufacturier. Cette reprise, conjuguée aux possibilités importantes de mobilisation de ressources dans le cadre de l'Initiative PPTE devrait se traduire, à moyen terme, par une réduction du déficit du compte extérieur courant passant de 14% du PIB en 2000 à 10% à partir de 2003. Cette réduction proviendrait d'une amélioration de la balance commerciale (en raison principalement de l'exploitation de nouvelles zones de productions cotonnières et de la reprise attendue des cours du coton) ; les transferts des burkinabé de l'étranger devraient rester stables par rapport au PIB pendant la période. Compte tenu de l'assouplissement des contraintes

au titre des obligations d'amortissement de la dette extérieure suite à l'entrée en vigueur de l'Initiative PPTE et d'une accumulation des avoirs extérieurs nets, le besoin annuel moyen de financement extérieur du Burkina Faso s'élèverait à 245 milliards de FCFA pendant la période 2001-2010. Ce besoin de financement devrait être couvert en partie par les transferts officiels (112 milliards de FCFA en moyenne par an) et les prêts – projets (100 milliards de FCFA en moyenne par an). Compte tenu du flux de capital privé pendant la période, il se dégage un besoin de financement résiduel de 20 milliards de FCFA par an en moyenne.

3.3. Collaboration avec les partenaires au développement

Le Burkina Faso bénéficie d'un appui important des donateurs bilatéraux et multilatéraux, de la coopération décentralisée et de la contribution importante de plusieurs ONG internationales. Les flux d'aide représentent 13% du PIB et environ 85% du programme d'investissements publics sont financés par des ressources extérieures.

Le partenariat avec le FMI et la Banque s'est intensifié au cours de ces cinq dernières années dans plusieurs domaines : document – cadre de politique économique, revue des dépenses publiques, Initiative PPTE, Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté. Avec d'autres partenaires au développement, coordonnés par la Communauté européenne, il a été mis en place un mécanisme pour la réformulation de la conditionnalité de l'aide au Burkina Faso. Avec le Système des nations unies, il a été élaboré une Note de stratégie nationale et un Plan cadre des nations unies pour l'aide au développement (UNDAF).

Etant donné le caractère très ambitieux du programme d'action 2001-2010, le gouvernement entend faire preuve de sélectivité et mettre à profit les complémentarités entre donateurs. C'est pourquoi il est résolu à renforcer ses capacités de gestion de l'aide. A cet effet, il a entrepris de réajuster les mécanismes et les procédures de coordination de l'aide, en commençant par formuler un cadre opérationnel (stratégies sectorielles, programmes de dépenses publiques, harmonisation d'exécution des projets) pour les activités financées par plusieurs donateurs dans un certain nombre de secteurs (éducation, santé, développement rural communautaire). De même, une simplification des procédures des donateurs est nécessaire pour assurer une meilleure gestion de l'aide. Enfin, le gouvernement envisage mettre en place un mécanisme adéquat pour suivre et évaluer l'impact de l'aide extérieure.

3.4. Evaluation et suivi du programme d'action 2001-2010

Le programme d'action 2001-2010 du gouvernement s'inscrit essentiellement dans une vision de lutte contre la pauvreté. Tenant compte des contraintes et faiblesses du pays, le programme sera évalué sur la base des trois sous – programmes ci – dessus définis. Un rapport d'avancement à mi – parcours et un autre en fin de décennie, associant le gouvernement, les partenaires au développement et la société civile seront produits.

Pour permettre un meilleur suivi et un pilotage efficace du programme d'action national, le gouvernement entend accélérer et renforcer le dispositif mis en place dans le cadre de la réforme sur la conditionnalité de l'aide au développement. Par ailleurs, il veillera à développer un système de décentralisation des informations, notamment en mettant en place des outils, instruments et mécanismes légers de collecte, de traitement et d'analyse des données sur les conditions de vie des ménages, en particulier les pauvres. Ils devront permettre :

- de suivre de manière permanente, l'évolution des indicateurs pertinents de réduction de la pauvreté ;
- d'établir le lien entre les moyens et les résultats afin de mesurer l'impact des actions entreprises au profit des populations ;
- d'analyser leur évolution et les intégrer aux instruments de gestion macro-économique et budgétaire.

Ces efforts devront être parachevés par la création d'un observatoire de la pauvreté et du développement humain durable. L'observatoire aura pour mission principale de fournir à la structure de suivi les éclairages sur l'orientation et l'exécution des activités. Il sera un outil de surveillance et d'aide à la décision dans le cadre des initiatives de réduction de la pauvreté et de développement humain durable.

3.5. Défis et risques majeurs

Le défi majeur réside dans la capacité du gouvernement à maintenir le dialogue avec la communauté des bailleurs de fonds et mobiliser les ressources financières requises pour combler les besoins de financement. Les risques portent sur les facteurs suivants qui peuvent perturber la bonne mise en œuvre du programme d'action 2001-2010 : i) instabilités sociales liées à la crise socio – politique qui perdure depuis décembre 1998 et éventuellement diminution des flux d'aide extérieure en raison des préoccupations de certains donateurs sur la situation des droits de l'homme ; ii) diminution des transferts de fonds privés de l'étranger du fait des tensions politiques qui existent dans les pays voisins ; iii) dérapage dans la gestion des finances publiques ; iv) baisse de la demande régionale et mondiale des principaux produits d'exportation ; v) faiblesse des capacités institutionnelles.

Cependant, ces risques, bien que significatifs sont gérables. En effet, les performances récentes en matière de gestion macro - économique et l'engagement commun à suivre l'évolution des indicateurs macro – économiques et sociaux, notamment dans le cadre de la nouvelle conditionnalité de la dette, sont des signes d'espoir. Sur le plan politique, les risques apparaissent modérés car tous les groupes politiques sont de plus en plus conscient du fait qu'en l'absence de paix sociale les investissements étrangers seront considérablement réduits, et le pays ne sera pas à mesure d'affronter les défis de l'intégration régionale et de la mondialisation. Dans cette perspective le gouvernement, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de réconciliation nationale et du plan d'action de bonne gouvernance, entend mener à bien le processus de dialogue national et de décentralisation et assurer la pleine participation des segments clés de la société burkinabé à la gestion de la cité.

ANNEXES :

MATRICE DES STRATEGIES, MESURES ET ACTIONS
Burkina Faso : Programme d'action national 2001-2010

ANNEXE 1: Matrice des stratégies, mesures et actions

DOMAINES DIAGNOSTIC	STRATEGIES, ACTIONS ET MESURES DU GOUVERNEMENT	MESURES DE PERFORMANCE	CALENDRIER
I. Accélération de la croissance et transformation de l'économie			
<p><i>1.1 Politiques macro-économiques</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ratio masse salariale sur recettes fiscales - Ratio investissements publics financés sur ressources intérieures rapportés sur recettes fiscales - Ratio solde primaire de base sur recettes fiscales - Variation des arriérés de paiement extérieurs et intérieurs - Taux d'inflation <p><i>1.2 Développement de l'infrastructure économique</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Extension du réseau postal - Elargissement de la gamme des prestations de la poste - Modernisation et adaptation des prestations postales (exploitation des opportunités offertes par les NTIC) - Instauration du publipostage - Amélioration des conditions de traitement du courrier 	<p>Mettre en œuvre le mémorandum sur la Facilité pour la croissance et la réduction de la pauvreté FMI-BM (2001-2003) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elargir la base fiscale tout en renforçant l'administration fiscale et douanière - Poursuivre la mise en place du tarif extérieur commun (TEC) - Stabiliser l'inflation ; renforcer le contrôle des banques et le système d'information financière. <p>Renforcer et rénover les infrastructures postales</p> <p>Créer une filiale spécialisée dans le transport inter urbain</p> <p>Mettre en place un système de poste électronique ouvert sur l'international et un système informatique adéquat</p> <p>Réaliser des études de faisabilité et acquérir le matériel informatique et électronique nécessaire</p>	<p>Les critères de convergence de l'UEMOA sont respectés ;</p> <p>L'effort fiscal est maintenu à au moins 14% du PIB à partir de l'an 2001 ;</p> <p>Le régime douanier tarifaire est appliqué ;</p> <p>Les mesures spécifiques prévues dans le cadre de l'UEMOA sont prises ;</p> <p>Les banques assainies respectent les règles prudentielles</p> <p>La poste dispose d'infrastructures modernes et adéquates de travail</p> <p>Les envois postaux intérieurs et internationaux sont sûrs et les délais sont réduits</p> <p>Tout le pays est couvert par la poste</p>	2001-2005
<p><i>1.3 Développement du secteur privé</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le secteur public est encore dominant - Le secteur privé ne bénéficie pas toujours d'un environnement favorable 	<p>Poursuivre le désengagement de l'Etat et renforcer la gestion financière des entreprises publiques</p> <p>Renforcer le système judiciaire et toutes les initiatives en faveur de la promotion de l'investissement privé national et étranger ;</p> <p>Renforcer les directives, les procédures et les institutions liées à la facilitation, libéralisation du commerce et des investissements</p> <p>Assurer l'encadrement du secteur privé et renforcer le dispositif de concertation Etat – Secteur privé ; créer la maison de l'entrepreneur</p> <p>Appliquer les actes de l'OHADA et créer des tribunaux de commerce</p>	<p>Les entreprises identifiées dans le mémorandum FMI-BM (2001-2002) ont été privatisées et celles qui ne sont pas rentables ont été liquidées</p> <p>Le système juridique et judiciaire, et toutes les initiatives en faveur de la promotion de l'investissement privé national et étranger sont renforcés</p>	2001-2002

DOMAINES DIAGNOSTIC	STRATEGIES, ACTIONS ET MESURES DU GOUVERNEMENT	MESURES DE PERFORMANCE	CALENDRIER
<p>- L'intermédiation financière est peu développée</p> <p>- La micro – finance est peu développée</p> <p><i>1.4 Amélioration de l'efficacité des dépenses publiques</i></p> <p>- La structure des dépenses ne traduit pas bien les priorités de développement</p> <p>- Les programmes d'investissements publics sont peu efficaces</p>	<p>Développer des instruments financiers adaptés et renforcer l'intermédiation financière : leasing, fonds de pension, obligations, actions, titrisations</p> <p>Poursuivre la rétrocession des ressources de l'emprunt d'Etat</p> <p>Utiliser la bourse des valeurs pour le financement de l'économie</p> <p>Mettre en œuvre un cadre réglementaire de la micro – finance</p> <p>Développer et appliquer les principes de la mutualisation dans les institutions de micro – finance</p> <p>Restructurer les dépenses publiques au profit des secteurs prioritaires</p> <p>Revoir le contenu du programme d'investissement public (PIP) et élaborer des lois – programmes</p>	<p>Les instruments financiers sont mis en place</p> <p>Le cadre réglementaire de la micro – finance est mis en place et les principes de la mutualisation dans les institutions de la micro – finance sont appliqués</p> <p>Le CDMT est appliqué dans le cadre du budget – programme</p> <p>Les lois – programmes sont élaborés et adoptés par le gouvernement</p>	

DOMAINES DIAGNOSTIC	STRATEGIES, ACTIONS ET MESURES DU GOUVERNEMENT	MESURES DE PERFORMANCE	CALENDRIER
II. Développement des ressources humaines			
2.1 Pauvreté			
<ul style="list-style-type: none"> - La population burkinabé est en grande majorité très pauvre : 45,3% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté absolu établi à 72690 FCFA par adulte et par an en 1998 - La pauvreté reste un phénomène rural (94%) et trois pauvres sur quatre sont des agriculteurs vivriers 	<p>Mettre en œuvre le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elargir les opportunités en matière d'emplois et d'activités génératrices de revenus - Diminuer la vulnérabilité de l'activité agricole - Intensifier et moderniser l'activité agricole et pastorale - Accroître et diversifier les revenus des ruraux - Construire des pistes rurales selon l'approche HIMO 	<p>L'incidence de la pauvreté passe de 45,3% en 1998 à 30% en 2015</p> <p>Les petits ouvrages de mobilisation des eaux de surface sont réhabilités et construits ; les périmètres irrigués de 1 à 9 ha pour les groupements villageois de jeunes et femmes et 1500 ha de bas-fonds sont aménagés ;</p> <p>Des subventions à l'équipement sont accordées aux petits producteurs vivriers notamment aux femmes ; un fonds de garantie pour le financement des petites unités de fabrication agricole est mis en place ; les interventions du système financier décentralisé s'étendent dans 9 provinces ; une centrale des risques et impayés est mis en place ; un cadre de concertation des filières céréales et élevage est mis en place ; 300 km de pistes rurales sont construites</p>	<p>2001-2003</p> <p>2001-2005-2010</p>
2.2 Education			
<ul style="list-style-type: none"> - Les ressources financières consacrées au secteur de l'Education restent faibles - Le taux de scolarisation est un des plus faibles de la sous-région Ouest africaine et les disparités sont très grandes entre garçons et filles et entre zones urbaines et zones rurales 	<p>Accroître la part du budget de l'Education dans le budget de l'Etat et mettre en place un mécanisme de coordination des interventions en faveur de l'éducation</p> <p>Poursuivre les mesures en faveur de la scolarisation des filles et des enfants notamment dans les 20 provinces à faible taux de scolarisation ;</p> <p>Recruter et former 20671 nouveaux enseignants ; former 8530 nouveaux directeurs d'écoles ; former 199 inspecteurs du primaire ;</p> <p>Imprimer 4.300.000 manuels scolaires et 64.500 guides de maîtres</p> <p>Construire 5.000 logements de maîtres et 7421 forages</p> <p>Poursuivre l'extension des écoles satellites et des centres d'éducation de base non formelle</p>	<p>La part du budget de l'Education atteint 20% du budget de l'Etat en 2009</p> <p>Le taux brut de scolarisation est porté à 56,5% en 2005 et 70% en 2009, dont 52,1% et 65% pour les filles ;</p> <p>Le taux d'alphabétisation est porté à 35% en 2005 et 40% en 2009 ; la proportion des femmes alphabétisées dans les 20 provinces les plus pauvres a été multipliée par 1,5 à partir de 1998 ;</p> <p>Le taux brut de scolarisation dans les zones les plus défavorisées est porté à 16% en 2001 ; 32% en 2005 et 52% en 2010</p> <p>Le coût moyen de scolarisation d'un enfant dans le primaire est réduit de 50% d'ici 2009 et le</p>	<p>2001-2003</p>

DOMAINES DIAGNOSTIC	STRATEGIES, ACTIONS ET MESURES DU GOUVERNEMENT	MESURES DE PERFORMANCE	CALENDRIER
<ul style="list-style-type: none"> - Les capacités d'accueil sont très insuffisantes au secondaire et au supérieur et la formation n'est pas adaptée à l'emploi - Les disparités sont très grandes entre garçons et filles dans le secondaire et le supérieur 	<p>Poursuivre la construction de lycées et collèges dans les provinces les plus défavorisées ; Construire des établissements en location – vente au privé ;</p> <p>Accroître les capacités d'accueil au niveau de l'enseignement supérieur par la construction et l'équipement des amphithéâtres. Professionnaliser les filières de formation dans l'enseignement supérieur.</p>	<p>taux d'inscription en première année (CP1) s'est amélioré.</p> <p>Le taux de scolarisation au secondaire atteint 25% en 2006 ; Environ 40% des effectifs du secondaire sont scolarisés dans le privé en 2006 ; Les filles représentent 45% des effectifs du secondaire en 2006</p>	
<p>2.3 Santé</p> <p>Accessibilité géographique</p> <ul style="list-style-type: none"> - La couverture nationale en infrastructures sanitaires est insuffisante ; - L'implication des communautés de base dans la gestion des formations sanitaires reste faible 	<p>Poursuivre la décentralisation du système de santé en normalisant et rendant opérationnels les districts de santé ; en formant 106 médecins de district en gestion et chirurgie essentielle ; en mettant en place un plan de maintenance des équipements et infrastructures.</p> <p>Former les COGES en gestion des formations sanitaires</p>	<p>La décentralisation des districts sanitaires (notamment du budget) est effective</p>	
<p>Accessibilité et disponibilité des médicaments essentiels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les textes législatif et/ou réglementaire sont inadaptés à l'évolution du secteur pharmaceutique - Le coût des MEG est élevé, avec fréquences de rupture de stock dans les districts et une insuffisance des dépôts villageois ; - Le fonctionnement des circuits de commercialisation est insuffisamment efficace avec un usage incontrôlé des médicaments ; - L'industrie pharmaceutique est quasi inexistante 	<p>Renforcer le cadre législatif et/ou réglementaire du secteur pharmaceutique en révisant les textes existants ;</p> <p>Améliorer la disponibilité des médicaments essentiels en révisant périodiquement la liste des MEG et élaborant un manuel de procédure de gestion des dépôts MEG ;</p> <p>Améliorer l'accessibilité aux MEG de qualité en construisant 79 dépôts de MEG et en renforçant les capacités de production des MEG ;</p> <p>Promouvoir l'usage rationnel des MEG en renforçant les capacités des dispensaires et des vendeurs de médicaments.</p>	<p>Les textes législatif et réglementaire sont révisés</p> <p>Le taux de rupture des 45 provinces sensibles pendant au moins une semaine au niveau de la Centrale d'achat des médicaments génériques est inférieur à 10% par an</p> <p>Le coût des MEG est réduit et accessible</p>	
<p>Prévention de la transmission du VIH/SIDA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le taux de séroprévalence du VIH est élevé ; 	<p>Développer et diffuser des messages d'IEC en IST/VIH/SIDA ;</p> <p>Améliorer le taux de couverture nationale des structures de vente de préservatifs ;</p>	<p>Le programme de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant est élaboré et mis en œuvre</p>	

DOMAINES DIAGNOSTIC	STRATEGIES, ACTIONS ET MESURES DU GOUVERNEMENT	MESURES DE PERFORMANCE	CALENDRIER
<p>- La prise en charge des malades est déficiente, notamment l'inaccessibilité aux médicaments antirétroviraux</p> <p>Couverture vaccinale</p> <p>La couverture vaccinale est faible et se détériore</p> <ul style="list-style-type: none"> -BCG -DTCP3 - Rougeole - Fièvre jaune - Tétanos néonatal <p>Le couverture obstétricale est très insuffisante (accouchements assistés)</p>	<p>Elaborer et mettre en œuvre un programme de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant ; Améliorer la qualité de prise en charge médicale et psychosociale des personnes vivant avec le VIH, notamment favoriser la consommation des antirétroviraux ou les médicaments des infections opportunistes à des prix sociaux.</p> <p>Mettre en œuvre la politique sanitaire nationale, notamment les volets PECIME et PEV</p>	<p>Une politique de prise en charge des cas d'IST/SIDA à des prix sociaux est appliquée</p> <p>Environ 65% de cas de tuberculose sont guéris en 2001 et 100% en 2009</p> <p>Le taux de couverture vaccinale est en nette progression</p> <p>BCG : de 52% en 1998 à 80% en 2001 et 85% en 2003</p> <p>DTCP3 : de 31% en 1998 ; 60% en 2001 ; 80% en 2005</p> <p>Rougeole : 38% en 1998 ; 60% en 2001 ; 80% en 2005</p> <p>Fièvre jaune: 33% en 1998; 60% en 2001; 80% en 2005</p> <p>Tétanos néonatal : incidence en nette régression de 0,033 en 1998 à 0,019 en 2001 et 0,09 en 2005 et 0,002 en 2010</p> <p>Taux de couverture obstétricale : de 34% en 1998 à 36% en 2001 ; 40% en 2005 et 50% en 2010</p>	

DOMAINES DIAGNOSTIC	STRATEGIES, ACTIONS ET MESURES DU GOUVERNEMENT	MESURES DE PERFORMANCE	CALENDRIER
<p><u>III. Promotion de la bonne gouvernance</u> <i>Paix et sécurité</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le pays est secoué par une crise socio – politique depuis décembre 1998 - Le pays n'a pas mis en place un dispositif de prise en charge de rapatriés burkinabé vivant dans la sous - région <p><i>Lutte contre la corruption</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le pays a élaboré une stratégie dans le cadre du PNIBG mais ne dispose pas de moyens de lutte contre la corruption suffisants et efficaces <p><i>Responsabilisation et transparence</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'information économique et financière des opérateurs économiques est inégale et insuffisante <p><i>Décentralisation</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le processus de décentralisation n'est pas encore effectif 	<p>Mettre en œuvre le processus de dialogue et de réconciliation nationale</p> <p>Poursuivre la politique de bon voisinage et mettre en place un dispositif et/ou un mécanisme de gestion des flux de rapatriés</p> <p>Mettre en œuvre le plan d'investissement de la gouvernance</p> <p>Actualiser et adopter la stratégie de lutte contre la corruption et élaborer et mettre en œuvre un plan d'action de lutte contre la corruption</p> <p>Développer l'information économique et financière et assurer l'équité dans les marchés publics et les activités de privatisation ;</p> <p>Renforcer la transparence dans la gestion budgétaire</p> <p>Poursuivre, accélérer et renforcer le processus de décentralisation</p> <p>Renforcer les capacités de la société civile et assurer la participation des différentes composantes de la société à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement</p> <p>- Renforcer la coopération et l'intégration régionale et consolider le cadre institutionnel dans les divers domaines concernés.</p> <p>- Elaborer la lettre d'intention de politique de développement du commerce international.</p>	<p>La paix sociale règne dans le pays</p> <p>Le mécanisme de gestion des flux de rapatriés est opérationnel</p> <p>Le plan d'investissement est mis en œuvre</p> <p>Le comité de gouvernance est fonctionnel et le plan d'action de lutte contre la corruption est mis en œuvre</p> <p>Les lois de règlement sont élaborés, adoptés et rendus publics</p> <p>Les textes d'application de la décentralisation sont adoptés et mis en œuvre. Une politique de régionalisation du territoire est clairement définie et mis en œuvre</p> <p>- Les politiques macro-économiques sectorielles développées sont de plus en plus convergentes ;</p> <p>- les dispositifs réglementaires, législatifs, juridiques et judiciaires sont harmonisés et principalement les tarifs douaniers ;</p> <p>- la lettre d'intention de politique du commerce international est élaboré.</p>	
<p><u>IV. Intégration régionale</u></p> <p>-Nécessité de renforcer la préparation à l'union douanière ainsi que les bases institutionnelles au niveau national en dehors du Comité National de Politique Economique</p>			

Annexe 2
en milliards de F CFA

	2000	2001	2002	2003
Programme : Amélioration de l'accès des pauvres aux services sociaux de base	<u>11,36</u>	24,4	<u>25,92</u>	<u>24,95</u>
1.Santé	<u>5,04</u>	<u>11,8</u>	<u>12,99</u>	<u>11,64</u>
Normalisation des structures sanitaires	1,49	3,7	3,86	2,58
Recrutement personnel de santé	0,29	0,8	1,09	1,34
Formation des médecins spécialistes	0,09	0,1	0,17	0,17
Stratégie avancée (programme élargi de vaccination)	0,00	0,7	0,49	0,49
Equipped maternités et dispensaires	1,84	0,6	0,77	0,79
Médicaments pour dépôts	0,08	0,0	0,10	0,10
Médicaments pour malades chroniques	0,12	0,2	0,26	0,27
Soins d'urgence dans les CMA	0,15	0,3	0,33	0,29
Lutte contre le noma	0,08	0,0	0,33	0,06
Surveillance épidémiologique	0,06	0,1	0,05	0,12
Lutte contre les carences en micro nutriments	0,22	0,4	0,12	0,40
Promotion des services de santé communautaire	0,57	3,1	0,39	3,65
Renforcement du système national d'information sanitaire	0,05	0,1	4,04	0,11
Lutte contre les IST et le VIH	0,00	1,1	0,11	1,27
2.Education	<u>6,27</u>	<u>12,5</u>	<u>12,88</u>	<u>13,26</u>
a) Expansion de la scolarisation de base	4,57	9,5	9,86	10,15
Dont : -Construction de logements de maître en donnant la priorité aux 20 provinces les moins scolarisées	1,24	2,6	2,67	2,75
Normalisation des écoles rurales (construction et équipements de salles de classes)	1,50	3,1	3,24	3,34
Réalisation de forage en donnant la priorité aux écoles des 20 provinces les moins scolarisées	1,71	3,5	3,6	3,79
Construction de latrines (pour 3 classes)	0,12	0,26	0,27	0,28
b)Amélioration de la qualité et de la pertinence	0,30	0,30	0,30	0,30
Dont : Dotation des 20 provinces les moins scolarisées de manuels scolaires à raison 1 livre pour 2 dans les disciplines fondamentales	PM	PM	PM	PM
-Subvention des fournitures scolaires pour les régions les plus pauvres	0,20	0,20	0,20	0,20
-Subvention des cotisations de parents d'élèves pour les filles dans les provinces les plus pauvres	0,10	0,10	0,10	0,10
Cantines scolaires (investissements-fonctionnement)	PM	PM	PM	PM
c)Alphabétisation	0,22	0,22	0,23	0,23
Dont : -Construction et équipement de centres d'alphabétisation	0,12	0,12	0,13	0,13
-Subvention aux Associations des mères d'élèves pour les activités génératrices de revenus	0,10	0,10	0,10	0,10
d)Amélioration de la capacité de gestion et de planification du système	1,17	2,42	2,50	2,57
-Fonctionnement et suivi-évaluation	1,17	2,4	2,50	2,57
3.Eau potable	<u>0,05</u>	<u>0,05</u>	<u>0,05</u>	<u>0,05</u>
-Hydraulique urbaine et semi-urbaines centres secondaires)	0,05	0,0	0,05	0,05
-Réalisation de forages dans les zones périurbaines	PM	PM	PM	PM
-Hydraulique rurale (forage)				

Source : Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, mai 2000 (page 63)

Annexe 3
en milliards FCFA

	2000	2001	2002	2003
Programme : Elargissement des opportunités pour les pauvres	1,60	4,35	4,25	4,20
1. Hydraulique agricole	0,0	0,00	0,00	0,00
Irrigation à partir des grands barrages	PM	PM	PM	PM
Utilisation des forages à grands débits	PM	PM	PM	PM
Petits barrages sud ouest	PM	PM	PM	PM
Petits barrages de l'est	PM	PM	PM	PM
2. Agriculture	0,0	2,75	2,65	2,60
Fertilité des sols	0,00	0,25	0,25	0,25
Appui à la production et vulgarisation du Burkina phosphate et de la matière organique	0,0	0,25	0,25	0,25
Sécurité alimentaire	0,00	0,70	0,70	0,70
Aménagement de 1500 ha de bas-fonds et site anti-érosif sous maîtrise d'ouvrage des communautés villageoises		0,50	0,50	0,50
Appui à la production et diffusion des semences adoptés		0,20	0,20	0,20
Modernisation de l'agriculture	0,00	1,74	1,64	1,59
Subvention à l'équipement agricole notamment pour les groupes les plus pauvres (femmes, petits producteurs vivriers)		0,60	0,60	0,60
Fonds de garantie pour le financement des petites unités de fabrication d'équipement agricole		0,05	0,05	0,05
Appui à l'expérimentation, adaptation et diffusion des équipements à faible coût pour les petits exploitations et les femmes	0,0	0,50	0,50	0,50
Extension géographique des interventions des SFD dans 09 province/an		0,09	0,09	0,09
Soutien au refinancement des SFD auprès des institutions financières		0,30	0,30	0,30
Mise en place d'une centrale de risque et d'impayés		0,20	0,10	0,05
Soutien aux producteurs/opérateurs et à leurs organisations	0,00	0,06	0,06	0,06
Soutien à la mise en place d'un cadre de concertation de la filière céréales		0,06	0,06	0,06
3. Elevage	1,6	1,60	1,60	1,60
Contribuer à l'aménagement de zones pastorales	0,4	0,40	0,40	0,40
Renforcer la recherche appliquée en matière d'amélioration génétique (centre de Loumbila)	0,2	0,20	0,20	0,20
Renforcer les capacités du PDAV pour lui permettre d'assurer des prestations appropriées ciblées sur l'aviculture en particulier et sur les élevages à cycles court en général	0,3	0,30	0,30	0,30
Soutenir les activités d'embouches ou amélioration des capacités de production de ces aliments et de leur stockage dans les différents centres (construction des magasins, subvention des équipements pour la production d'aliments bétail)	0,4	0,40	0,40	0,40
Apporter un appui institutionnel à l'artisanat des cuirs et peaux	0,1	0,10	0,10	0,10
Appuyer la mise en place de mini-laiteries au bénéfice des femmes (équipement, formation, organisation des producteurs)	0,2	0,20	0,20	0,20
4. Pistes rurales	1,50	3,00	3,00	3,00

Source : Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, mai 2000 (page 64)